

615
V68M3

MAILLET-GUY

Saint-Antoine et Montmajour zu
Concile de Bale (1434-1438)

A rectangular stamp with a dark, textured background. The text is in a white, serif, all-caps font, centered within a double-line white border.

THE
UNIVERSITY
OF CHICAGO
LIBRARY

20
Chailabou (Boud + B2)
SAINT-ANTOINE ET MONTMAJOUR

AU CONCLE DE BALE

(1434-1438)

PAR

L'ABBÉ LUC MAILLET-GUY

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE DE L'ACADÉMIE DE LYON



VALENCE

IMPRIMERIE VALENTINOISE, PLACE SAINT-JEAN

—
1928

SAINT-ANTOINE ET MONTMAJOUR

AU CONCILE DE BALE

(1434 - 1438)

PAR

L'ABBÉ LUC MAILLET-GUY

DE

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE DE L'ACADÉMIE DE LYON



VALENCÉ

IMPRIMERIE VALENTINOISE, PLACE SAINT-JEAN

—
1928

BX 2615

· V 68 M 3



Coulton

SAINT-ANTOINE ET MONTMAJOUR

AU CONCILE DE BALE

(1434-1438)

Tel est le titre, bref et adéquat, qui convient au précieux recueil manuscrit des Archives départementales des Bouches-du-Rhône, connu sous le nom de *Cartulaire de Montmajour*.

Description et étude du manuscrit. — Volume in-folio de CCCXXIII folios sur vélin tracé, écrits et bien remplis : 54 lignes à la page ; 368×288^{mm}. Deux blancs seulement, de 10 et 15 lignes, aux folios 51 v. et 153 v. Couverture, pleine basane, ancienne et déteinte ; il reste l'une des deux courroies en cuir, s'adaptant à un piton de cuivre pour fermer le volume. — Des taches d'humidité empêchent la lecture des dernières lignes et des manchettes de plusieurs folios, surtout 318-322 ; quelques-uns sont plus encore endommagés. Le f° 1 recto et verso, plus exposé au frottement, est à peu près illisible ; ses déchirures viennent d'être réparées par l'apposition d'un double papier transparent. Au verso : « Ce Cartulaire a été acheté dans cet état le 16 juillet 1838 ; dans l'armoire CC, salle... » ; trois mots et une signature illisibles. — Fol. 320 v, pour plusieurs bulles on renvoie à un énorme registre ou recueil, dont le titre ne paraît plus : stat. fol. III^e xi^e ; f° VIII^e lxj^e ; IX^e xlix^e ; IX^e liij^e.

L'écriture est régulière et très soignée ; on peut distinguer la main de trois ou quatre scribes. Seule la lecture des noms propres offre parfois des difficultés ; il y a des variantes assez nombreuses, et aussi des fautes évidentes qui peuvent être rectifiées avec certitude, mais non pas toujours (1). Dans les documents transcrits, quelques mots laissés en blanc ont été ensuite comblés avec une encre plus noire, sinon il y a en marge : *legi non potuit*. Fréquemment les alinéas commencent par deux ou trois mots en grosse gothique minuscule, avec initiale romane élégante, alternativement rouge ou bleue. L'initiale I du premier folio est longue quasi d'une demie page.

Les manchettes sont nombreuses, la plupart contemporaines du texte lui-même et bourrées d'abréviations ; d'autres, posté-

(1) La bulle *Ineffabilis* de Martin V, du ij^e non. marcii an. XI^e (f° 162 v, 173, 176, 178), est dite ij^e non. maii (f° 258 v, 263 v, 277).

rieures, voire même en français du xvi^e siècle, signalent principalement le nom des abbés de Montmajour et la mention des reliques de saint Antoine. On trouve aussi une main, dont l'index démesurément allongé vise les passages importants du texte.

Le recueil est du xv^e siècle ; ses dates extrêmes du 7 novembre 1433 (fol. 1 et 17) et du 30 avril 1438 (f^o 308). Il fut écrit peu de temps après le concile de Bâle, en l'abbaye de Montmajour : ce que personne ne saurait révoquer en doute (1).

L'existence de ce précieux manuscrit a toujours été connue ; il a été feuilleté bien des fois ; mais on pourrait demander si depuis le xv^e siècle il a jamais été lu *entièrement*. Le sommaire, vraiment superficiel, qu'il porte au dos et sur le plat, permet déjà d'en douter :

1^o « *Abbaie de Montmajour. Chartier de 1330 [rectifié 1205] à 1438. Procédures entre Saint-Antoine de Vienne et Montmajour* » ; 2^o A^o 1330 (1205) *ad annum 1438. Recœuil manuscrit de bulles, diplomes, chartres, titres et actes de différentes procédures élevées pendant plus d'un siècle d'entre les monastères de Saint-Pierre de Montmajour, et de Saint-Antoine de Vienne, sur la desunion de ces deux monastères, et l'érection de celle-ci en abbaie independante de l'autre, de la pension annuelle pour ce dûe à Montmajour, et sur la translation des reliques dudit Saint Antoine, etc.* N^o 36 ».

La date « 1205 » a été cueillie au vol, à la marge des folios 243 et 320 v. Le recueil contient ces éléments historiques ; mais il est tout autre chose.

La cote bibliographique suivante est encore moins exacte : « Cartulaire de Montmajour, dit de Saint-Antoine ; ms. des xiv^e-xv^e siècles, contenant les documents relatifs aux rapports avec l'abbaye de Saint-Antoine de Viennois, sur parchemin, in-folio de 250 ff. (sic). (*Archives départ. des Bouches-du-Rhône, H non coté*) » (2).

DASSY mentionne expressément « le grand cartulaire où Montmajour a inscrit les innombrables documents d'un procès qui dura plus de quatre ans devant les Pères du Concile de Bâle » ; « l'énorme manuscrit qui n'est autre que l'histoire du fameux procès, entre les deux abbayes, devant le Concile de Bâle, de 1434 à 1438 : là, sont consignés tous les débats entre les deux monastères, et des copies probantes de centaines d'actes dont se prévalurent les Montmajoriens, en présence de leurs juges » (3).

(1) Cf. « Concilium Basiliense inter monachos Montis majoris et Sancti Antonii Viennensis discordias motas definivit, anno 1438, ut hic videtur ad longum ». *Biblioth. d'Aix*, mss. 902 (560-R.105), p. 247.

(2) STEIN (H.), *Bibliogr. générale des cartul. français*. Paris, Picard, 1907, p. 352, n. 2559g.

(3) *Le trésor de l'église abbat. de Saint-Antoine...*, 1855, p. 34 et 209.

DASSY a fait œuvre salubre et méritoire en tirant de ce recueil plusieurs actes prouvant de façon catégorique et irréfutable la présence des reliques de saint Antoine en Dauphiné après l'expulsion des Bénédictins et l'érection de l'abbaye (1297). Assez nombreux sont les actes antérieurs à 1300, où est rapportée la translation des reliques et constatée leur présence en Dauphiné; mais on y chercherait vainement la moindre allusion au grand problème qui, cinquante ans plus tard (1490), soulèvera la Provence et le Dauphiné : ces reliques sont-elles encore à Saint-Antoine, ou bien sont-elles à Montmajour et depuis quand? Devant le concile de Bâle, la question est **inexistante** : cependant l'occasion était solennelle et incomparable pour la vider en face de l'Eglise universelle. — Aussi bien DASSY, tout en rapportant avec exactitude certaines pièces insérées dans le recueil, commet-il une erreur énorme en laissant entendre que la question des reliques occupa le concile durant quatre ans. Nous verrons bientôt que le cartulaire tout entier évolue autour de la pension annuelle imposée aux Hospitaliers par Boniface VIII.

D'autres historiens ont traité la question de Montmajour-Saint-Antoine : aucun d'eux ne mentionne le cartulaire. — Les sources préférées de l'abbé FILLÉT (1) sont d'une part Falco et Dassy, et d'autre part le fonds de Montmajour à Marseille, les manuscrits de Chantelou et l'ouvrage suivant. — F. DE MARIN DE CARRANRAIS, archiviste auxiliaire des Bouches-du-Rhône, dans l'*Abbaye de Montmajour*, « étude historique d'après les manuscrits de D. Chantelou et autres documents inédits » (2), cite des documents qui se trouvent dans le recueil, sans jamais donner cette référence; il renvoie toujours à des pièces détachées, à des copies, même aux originaux plus anciens que le cartulaire; et ces textes ont parfois des variantes qui méritaient d'être signalées. Il aurait pu, sans avoir à la demander (p. 69) aux écrivains dauphinois, y trouver (f° 255 v., etc.) la preuve de la présence des saintes reliques même après le départ des moines.

MARIN s'appuie avec raison sur l'histoire manuscrite de Montmajour par Chantelou. Pages 21 à 23, il cite et donne la traduction française de « l'antique inscription *Noverint universi* qu'on lit encore aujourd'hui dans la chapelle de Sainte-Croix au pied de la montagne » de Montmajour : elle rapporte à Charlemagne la grande restauration de l'abbaye après les invasions des barbares. A son sujet, dit-il, Chantelou s'exprime de la sorte : « Cette inscription, il faut l'avouer, fut forgée par nos moines en haine des religieux de Saint-Antoine

(1) *Colonies dauphinoises de l'Abbaye de Montmajour*, Valence, 1891, 49 p., notes passim; *Bull. Soc. Archéol. Drôme*, 1891, p. 201-313; 1892, p. 55-136.

(2) In-8°, Marseille, 1877, 162 p.

avec lesquels ils étaient en querelle ; ils la placèrent au sanctuaire de Sainte-Croix environ en l'année 1400, dans le mur où se trouve la porte ; ils voulaient par là se faire un titre pour revendiquer l'origine royale que le vulgaire attribuait à leur maison, et qu'ils ne pouvaient établir d'une manière authentique. La fausseté de cette inscription ressort encore d'un acte de l'an 1016 rapporté par Saxi... Il y a plus : en l'année 1205, les moines de Montmajour, questionnés par un légat du Saint-Siège sur le nom du fondateur de leur monastère, désignèrent saint Trophime, premier évêque d'Arles ; et le légat, ayant compulsé attentivement les privilèges et les chartes, ne découvrit aucun autre fondateur... »

Arrêtons-là notre citation. Si CHANTELOU avait lu que ses confrères osaient déjà se prévaloir au concile de Bâle de cette inscription (f° 110), peut-être eût-il hésité à lui attribuer une origine aussi récente, moins de quarante ans de date. Les deux textes ont huit variantes (mots omis ou en plus, ici et là). Tout cela méritait peut-être au moins une allusion ou une référence de la part du savant bénédictin. — Il attribue, il est vrai, à Didier Mallen, père de Guigues, la cession à Montmajour des quatre églises de Saint-Antoine, Montagne, Saint-Didier et Saint-Marcellin : cession qui se trouve au fol. 226 v. de notre cartulaire et pas ailleurs ; cependant divers autres textes lus attentivement eussent pu le rendre parfois moins sévère à l'égard des Antonins et modifier avantageusement l'opinion bénédictine à l'égard des reliques de saint Antoine.

En 1296, Boniface VIII chargea l'évêque Durand, de Marseille, de procéder à diverses enquêtes sur l'hôpital de Saint-Antoine : cette procédure aboutit à l'érection de l'abbaye, le 10 juin 1297. La plupart de ces actes, sinon tous, ont été publiés par M. le chanoine Albanès, de Marseille (1), et analysés à leurs dates respectives dans le *Regeste Dauphinois* ; mais ni M. Albanès, ni M. U. Chevalier, parmi leurs copieuses références, ne citent notre cartulaire, qui contient ces textes intégralement (f°s 5, 7, etc.).

MANSI, dans les tomes 29 et 30 de son *Amplissima*, a réuni sept cent trente-huit documents se référant au concile de Bâle : on n'y trouve pas la moindre allusion à l'affaire de Saint-Antoine-Montmajour.

Un ouvrage récent (2) donne, avec de nouveaux documents, les travaux quotidiens du concile pendant les années 1431 à 1443 ; toutes les sessions ou séances avec leurs dates, etc. ; les nominations et les mutations successives des membres des quatre Députations ; l'incorporation obligatoire au concile par

(1) *Gallia noviss.*, Marseille, col. 206-210.

(2) HALLER (et continuateurs), *Concillium Basiliense*, en sept vol. gr. in-8°, Bâle, 1896-1910.

le serment, avec les noms de plusieurs milliers de personnages représentant tous les degrés de la hiérarchie et de la science ecclésiastiques. Mais les affaires y sont annoncées à l'ordre du jour, ordinairement sous le simple nom de « requête », sans que le sujet en soit toujours nettement marqué ; elles sont confiées à un ou deux commissaires, dont le rapport sera aussi sobrement mentionné à la réunion suivante. Chacun en peut faire l'expérience ; mais à nous il semble impossible, à l'aide de ces notions sommaires, de suivre une affaire quelconque. Nous l'avons tenté pour le procès de Saint-Antoine : mention de la plainte portée par le cardinal d'Arles au nom de Montmajour au sujet d'une pension qui leur était due par Saint-Antoine, et sentence prononcée par le concile en faveur du premier : rien autre. L'abbé de Saint-Antoine, mentionné en plusieurs volumes, n'y est jamais appelé par son nom ni même par son prénom ; on peut y relever les noms de cinq Antonins, presque toujours désignés par le seul nom de leur commanderie.

Si l'on vient maintenant à penser que tout le contenu du cartulaire que nous étudions a été présenté et discuté au concile de Bâle, on se demande comment il a pu être distrait totalement de ses Actes. De même, toutes les pièces constituant le dossier des autres affaires, sans nombre, soumises au concile, n'ont-elles jamais été recueillies par l'une des parties intéressées ? Personne jusqu'ici n'a signalé le cas de Montmajour, ni un autre cas semblable, et les savants allemands croyaient sans doute, par leur abondante publication, avoir épuisé le sujet.

M. Gabriel PÉROUSE (1) a très exactement résumé les péripéties subies par la fameuse pension jusqu'au concile de Bâle ; mais les détails inédits du cartulaire ne sauraient être, dans une histoire de Saint-Antoine, comprimés en une seule page de texte. Cet auteur, si bien documenté, même aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, ne pouvait, comme tous ses devanciers, soupçonner là l'existence d'un pareil chapitre du concile de Bâle.

Le volume ne mérite aucunement le titre de *cartulaire de Montmajour* : on peut, il est vrai, y glaner pour cette abbaye ; mais les documents qui la concernent y sont en nombre infime (2).

(1) *Le Cardinal Louis Aleman, président du concile de Bâle...*, Paris, Picard, 1904, gr. in-8° de xli-513 p. Huit pages de bibliographie.

(2) 1. Fondation de Montmajour par saint Trophime et restauration par Charlemagne, *affirmées*, f° 110, 146. — 2. Sans date : donation à Montmajour par Didier Mallen de l'église de Saint-Antoine et de trois annexes, f° 226 v. — 3. 1123, 9 avril : bulle de Calixte II confirmant à Montmajour Saint-Antoine et d'autres églises du Viennois, fol. 4 v. — 4. 1205 juillet : visite du légat Raoul, fol. 243 v., 320 v. — 5. 12... : union du prieuré de Saint-Antoine à la mense abbatiale de Montmajour, fol. 226, mention. — 6. 1297, 10 juin : érection de l'abbaye de Saint-Antoine, donnant à Montmajour droit à une pension, fol. 9, 44 v, 60. — 7. 1315, 14 oct. ;

La presque totalité de son contenu est relatif à l'histoire de Saint-Antoine de Viennois : prieuré, hôpital et abbaye, inséparablement unis durant deux siècles et irréconciliablement divisés. De là son importance majeure qui déborde la présente étude. — Ce n'est pas cependant un *cartulaire de Saint-Antoine*, ni même simplement un *cartulaire* : car si les pièces antoniennes y sont plus nombreuses (non pas certes « des centaines d'actes », comme dit Dassy), elles sont jetées là au hasard de la discussion, pêle-mêle, à peu près sans ordre chronologique ou autre, et plusieurs d'entre elles y sont répétées intégralement jusqu'à trois fois malgré leur longueur (1). Bien plus : un grand nombre de ces pièces sont des hors-d'œuvre et ne font rien à la question traitée au concile : « *nil facit ad propositum* », comme le diront avec insistance les Bénédictins. Cependant dans cette étude, à défaut de meilleur terme et pour user d'un seul mot, nous dirons encore cartulaire ou recueil.

Ce recueil est le journal authentique et officiel du concile de Bâle sur la querelle entre Montmajour et Saint-Antoine, relative à la pension des 1.300 livres petits tournois que l'abbaye dauphinoise devait payer annuellement au monastère provençal en vertu de la bulle de Boniface VIII érigeant le prieuré en abbaye (10 juin 1297). Nous disons *le journal* : car toutes les réunions de la commission spéciale y sont rapportées avec leurs dates quotidiennes et les noms des membres présents, tous les détails de convocation, tenues et renvois des séances, citations des parties, nominations des juges ou commissaires, des procureurs ou avocats des parties présentes ou absentes et leur remplacement, etc. Les procurations des deux monastères à leurs délégués, et autres actes semblables, y sont de même rapportés. Tel est le cadre du volume, où prennent place les discussions des séances, et même les documents qui doivent les justifier et les apaiser.

Cette tenue des actes conciliaires est parfaitement conforme à celle que nous observons dans les tomes II et suivants de Haller mentionnés plus haut. Mais, une fois encore, quel fut donc le scribe, nous dirions presque le sténographe, chargé de tenir ainsi à jour pendant quatre ans, avec une telle minutie et précision, le procès-verbal de l'affaire de Montmajour ? qui put prendre copie de toutes les pièces produites de part et

accord entre l'abbé Bertrand de Montmajour et son couvent, fol. 244 v. — 8. 1411 janvier : sauvegarde du roi de France Charles VI; — 1412, 13 mai (et 1420, 3 juin), approbation de cette sauvegarde par Jean de Châteaumorand, fol. 12 et v°. — 9. 1352-1434 : quittances de la pension, fol. 80-94. — 10. 1323, 1328, 1330, 1413, 1433, 1434 : procurations diverses délivrées à des religieux de Montmajour par l'abbé ou le couvent, fol. 16, 17, 35 v, 39 v, 43, 78, 100-102. — Ces pièces, d'importance très secondaire (n° 9 et 10), ne doivent pas être comptées vraiment pour titres d'une abbaye. Il reste donc à peine huit documents pour Montmajour !

(1) La bulle *Ineffabilis* de Martin V, jusqu'à sept fois. Voir la note de la page 1.

d'autre, les conserver et les emporter en son monastère de Provence, sans laisser de traces ?

Dans son ensemble, le volume n'intéresse pas au premier chef l'Eglise universelle ; cependant tout ce qu'il contient, a été dit, rapporté et vécu dans un concile général ; il nomme des prélats et autres dignitaires ecclésiastiques, que les historiens locaux seraient surpris et heureux de trouver là.

Avec le concile, nous étudierons d'abord la fameuse pension, mais en évitant les nombreuses redites et en replaçant dans l'ordre chronologique les faits trop souvent intervertis. Une seconde partie, la plus importante, sera consacrée aux documents antérieurs à l'érection de l'abbaye de Saint-Antoine.

I. — HISTOIRE DE LA PENSION

1. **Avant le Concile de Bâle.** L'église Saint-Antoine de la Motte au bois, *Mota nemorosa*, au diocèse de Vienne, fut donnée en 1083, avec six églises annexes, par Gontard, évêque de Valence et vicaire de la métropole alors vacante, au monastère provençal de Montmajour. Cette donation fut confirmée par le nouvel archevêque de Vienne, Guy de Bourgogne, environ l'an 1088 (1). — Montmajour envoie une colonie de moines dans ce nouveau prieuré, qui devient célèbre à cause des reliques de saint Antoine le Grand qu'il possède. Peu d'années après cette fondation et auprès du prieuré surgit un hôpital, dont les commencements restent obscurs sinon impénétrables. Dans cet hôpital dit « maison de l'aumône », les passants sont reçus et les malades soignés, surtout les malheureux atteints du feu sacré que l'on appellera bientôt « le feu Saint-Antoine ». Les hospitaliers de la Motte se multiplient rapidement : dès le XII^e siècle ils fondent un grand nombre de maisons, qui reçoivent le nom générique de commanderies ; elles sont répandues principalement dans « les quatre nations », la France, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne.

A Saint-Antoine, le prieuré et l'hôpital vivent côte à côte, ayant un genre de vie différent et obéissent à des supérieurs propres. Les hospitaliers — disons les Antonins, — d'abord laïques et n'ayant pas d'église particulière, doivent suivre en l'église des moines le service paroissial et y recevoir les sacrements. De plus leur maison est construite sur un terrain appartenant au prieuré, qui maintient jalousement ses droits primitifs. Pour toutes ces causes, et à mesure que l'hôpital composé désormais de nombreux prêtres prend au dehors une plus

(1) Cf. nos *Origines de Saint-Antoine* XI^e-XIII^e siècle, 1908, p. 4 et suiv. (Ext. du Bull. Soc. Archéologie Drôme).

grande importance, la servitude intérieure se fait davantage sentir. Après plusieurs échecs le Maître de l'hôpital obtient de pouvoir construire une modeste chapelle sous le titre de Notre-Dame (29 janvier 1209). Mais la situation réciproque des deux maisons n'est en rien changée. Le désaccord, sans cesse ravivé par le partage des aumônes et des offrandes en l'honneur de saint Antoine, s'envenime à tel point que les moines sont nuitamment expulsés par leurs voisins.

Appel est interjeté à l'autorité suprême. Boniface VIII ordonne une enquête qui dure plus d'une année et aboutit à la sentence du 10 juin 1297. Constatant « que la paix entre les deux maisons est d'une réalisation à peu près impossible à cause de leur voisinage immédiat et de leurs droits réciproques, pour ne pas parler de jalousie et de haine », le Pape, « pour le bien de la paix et de la concorde », maintient l'éloignement des Bénédictins et érige en abbaye le prieuré de Saint-Antoine en le transférant aux Hospitaliers. Il souhaite la prospérité toujours croissante de ce monastère qui a reçu par faveur divine un tel patron et ses très précieuses reliques (1). Mais pour compenser Montmajour de la perte subie de ce chef, l'abbé de Saint-Antoine lui cédera (s'il en a et s'il le veut) ou bien achètera à son profit et sans frais, dans les provinces d'Embrun, Aix, Arles et Narbonne, des biens-fonds d'un revenu annuel communément estimé à la valeur de treize cents livres petits tournois. En attendant cette cession ou acquisition, le monastère de Montmajour recevra une pension annuelle égale de treize cents livres petits tournois, qui lui sera payée à l'octave de la Pentecôte, c'est-à-dire le jour de la Trinité, dans la maison des frères Mineurs ou celle des frères Prêcheurs de la ville de Nîmes. Cette pension n'est pas due à l'abbé ou au couvent de Montmajour, mais au monastère en commun. Au contraire elle est due personnellement par l'abbé de Saint-Antoine sous une sanction très rigoureuse portée dans la même bulle : si l'Abbé manque de payer même une seule fois, il est privé *eo ipso absque alia sententia* de sa dignité, et ses religieux doivent lui donner un successeur soumis à la même peine après un nouveau retard de trois mois.

La bulle pontificale fut acceptée des deux parties sans récrimination : le dernier Maître de l'hôpital, Aimon de Montagne, devint le premier Abbé, et la pension commença à être payée exactement.

(1) « Cupientes insuper ut ipsum monasterium tanto patrono tamque pretiosis reliquiis a gratiarum omnium largitore donatum, potioris semper honoris prerogativa letetur et... prosperetur ». Déjà là, c'est-à-dire *quamprimum*, le Pape reconnaît officiellement que les reliques sont encore dans l'église du prieuré, et il fixe le montant de la pension selon l'importance de la perte subie de ce chef par Montmajour. Jusqu'au concile de Bâle inclusivement (1438), aucun texte ne viendra infirmer cette constatation.

L'acte de Boniface VIII était-il parfaitement équitable pour les Bénédictins et pour les hospitaliers ? Montmajour, en cinquante articles exposés (fol. 146-153) au concile de Bâle le mardi 15 février 1435, établira la fondation du prieuré par Guigues Didier ; il démontrera toute la valeur de cette maison par les nombreuses offrandes faites en l'église qui possédait les reliques de saint Antoine, et conclura que la pension fixée par Boniface VIII n'était qu'une faible compensation pour une telle perte (1). — Les Antonins nieront fortement chacun de ces points, insistant sur le peu de valeur du prieuré au xiii^e siècle, pour relever d'autant l'hôpital. L'Abbaye à peine érigée, diront-ils, trouva que la pension était une charge dépassant ses forces. Elle chercha un secours dans les commanderies du Languedoc, qui toutes furent imposées à cet effet puis unies à la mense abbatiale. A cette époque, l'Abbé en recevait annuellement plus de dix-huit cent livres petits tournois ; mais depuis vingt ans, à cause des calamités publiques, elles ne valent plus cinq cents florins d'or de la Chambre.

La pension fut acquittée régulièrement jusqu'en 1315. Alors surgit une première difficulté : à qui devait se faire le paiement, à l'Abbé de Montmajour ou à son couvent ? Guillaume de Mandagot, évêque de Palestrina, choisi pour arbitre, ordonna que de la pension il fût fait deux parts égales : une moitié irait à l'Abbé, sur laquelle les cinquante-huit moines et convers, les vingt serviteurs nécessaires et les hôtes survenants seraient pourvus de pain et de vin ; l'Abbé devrait pratiquer l'hospitalité, faire les réparations, défendre les droits et les biens du monastère, soutenir les procès et tenir son rang et son état ; — l'autre moitié irait au couvent, à partager entre certains officiers, à savoir le camérier, le courrier, l'infirmier, le sacristain, l'aumônier, le chambrier, le préchantre ou maître des enfants, l'ouvrier et dix autres moines étudiants, dont six en grammaire et en logique et quatre en droit ou en théologie.

En 1327 les Antonins exposent au Pape qu'ils ne peuvent malgré les plus grands efforts acquérir dans les provinces du Midi la quantité nécessaire de biens stables ; la pension est donc excessive et sujette à revision, et jusque-là la peine de privation qui menace leur Abbé doit être suspendue. Depuis quelques années le roi de France a profondément et à plusieurs reprises modifié les monnaies du royaume qui ont perdu de leur valeur : on ne sait donc plus comment acquitter les mille trois cents livres, à la valeur ancienne ou à la valeur

(1) Dans un compte de décimes dressé vers 1275 (Arch. du Vatican, *Introitus et exilus* 12, fol. 1-3) en l'archiprêtré de Romans le *prior Sancti Anthonii* est taxé à 60 lb. Dans le diocèse de Vienne, trois bénéfices seulement l'emportent sur le sien : l'archevêque, 120 lb. ; le chapitre de Romans, 66 ; Saint-Chef, 63. (Note due à l'obligeance de M. J. de Font-Réaulx).

présente. En confiant l'examen de la cause à Bertrand de Montfauet, cardinal de Sainte-Marie *in Aquiro*, le pape Jean XXII lui recommanda de vive voix de procéder *summarie et de plano et sine strepitu judicii et figura*. Les 24 et 29 avril 1330, le cardinal adresse une « citation peremptoire » aux procureurs des abbés de Montmajour et de Saint-Antoine ; ils comparurent à Avignon les lundi et samedi 7 et 12 mai.

Les premières consultations des changeurs demandèrent un an. Le 16 mai 1331, le cardinal-commissaire déclare que, vu la clause de la bulle et après audition des experts, l'abbé de Saint-Antoine doit payer la pension selon la valeur de la livre au temps de Boniface VIII : la clause du rachat restant toujours entière. Le 20 mai, il ordonne à l'Abbé de déposer en lieu sûr, en attendant que les marchands (*mercatores*) aient exprimé leur avis, l'argent nécessaire au premier terme prochain ; cela fait il n'encourra pas la privation de son abbaye. Le mardi 14 janvier suivant, chacune des parties fait choix d'un marchand florentin habitant en Avignon, pour taxer la monnaie ancienne au cours actuel. En même temps Montmajour donne son avis en cette manière : en 1297, le petit tournois valait légalement trois deniers et quatorze grains d'argent fin de bon poids, et dix-sept sous huit deniers, marc (*ad marcham*) de Montpellier : ils étaient fabriqués comme tels et couramment reçus en France pour cette valeur : douze de ces tournois valaient un bon gros tournois d'argent pur avec l'O rond. — Mais le mercredi 10 juin, le cardinal Bertrand, les parties entendues, déclare et prononce qu'« un bon tournois d'argent portant un O rond et au coin du roi de France valait sous Boniface VIII quatorze petits tournois moins une pite (1) », et que la pension des mille trois cents livres doit être acquittée sur ce pied. Ces pourparlers avec le premier règlement qui s'ensuivit, eurent lieu en la ville d'Avignon, où siégeait la Cour Romaine (fol. 32-52, 61-62).

Cette déclaration officielle était malheureuse, car elle posait un principe d'une application toujours variable et, en fait, impossible ; cependant c'est ce principe qui sera désormais invoqué par Montmajour comme lui étant plus favorable. Manifestement, en 1331 on n'était pas d'accord, même parmi les banquiers, pour évaluer la monnaie qui avait cours quarante ans auparavant ; comment aurait-on pu s'entendre sur le même sujet cent ans plus tard, l'abolition des anciennes et la création de nouvelles monnaies ayant produit une fluctuation perpétuelle et une dévalorisation croissante pendant tout le xiv^e siècle ?

Les quittances de la pension étaient soigneusement conser-

(1) *Pogesia* ou *pieta*, pite : très petite monnaie valant 1/4 de denier ou 1/2 obole.

vées ; elles sont toujours rédigées pour le compte personnel de l'abbé de Saint-Antoine.

Au concile de Bâle, on en cite plusieurs : en mai 1323, Guillaume Mitte, commandeur d'Aumonières, remet les 1.300 livres à Nîmes à l'abbé Cadolle, de Montmajour. — Le 15 mai 1352, quittance remise par l'abbé Pierre de Montmajour à Geoffroi de Parnans. — 1353, 25 avril, l'abbé Pierre Lobet reçoit en personne, en l'église des frères Mineurs de Nîmes, quittance de la moitié de la pension, soit 600 livres p. t., le gros d'argent étant compté pour 14 deniers moins une pite. — 1379, 3 juin, quittance délivrée à Avignon par l'abbé Ponce de Montmajour, pour l'abbé Bertrand de Saint-Antoine, de 2.386 florins de la chambre, 26 sols et 4 deniers de monnaie courante. — 1393, 1^{er} juin, à Avignon, paiement par Hugues de Châteauneuf, commandeur de Flandre et de Paris, de 3.000 florins 19 sols courants, et quittance donnée au nom du cardinal Galeotto Tarlati, du titre de Saint-Georges, administrateur de Montmajour. — En 1398, Benoit XIII possédait (*tenebat*) l'abbaye de Montmajour, et à ce titre il reçut 1.504 florins 12 sols (1) ; — 1403, 10 juin, quittance délivrée aux Antonins Hugues Ardench, sacristain de Notre-Dame, Robert de Saint-Aignan, commandeur d'Auvergne, Bernard de Lupé, commandeur de la Tour-du-Pin, et à noble Falconet de Lavieu (2), châtelain de la ville de Saint-Antoine, procureurs de l'abbé Gérenton de Châteauneuf. — Le même châtelain paye la pension le jour de la Trinité des années 1406, 6 juin (3) ; 1408, 10 juin ; 1409, 1^{er} juin et 1411, 7 juin, à Nîmes ; 1417, 6 juin, et le 1^{er} mai 1418 à Avignon. — Le 8 mai 1423, l'abbé Artaud recevait lui-même, à Avignon, la quittance de la pension. — Le 15 juin 1427, les procureurs de cet Abbé, Béraud de Saint-Abonde, commandeur de Montferrand et Jean de Lupé, commandeur de Marseille, recevaient la quittance des 1.300 livres p. t. de la pension, évaluée pour cette fois à 3.608 florins, chacun pour 24 sous et 10 gros 1/2 de monnaie courante en Avignon. Ce fut la dernière quittance, comme nous le verrons bientôt (fol. 77 à 93).

Presque chaque année, il fallait procéder à une nouvelle évaluation : ainsi la querelle était chaque fois renouvelée et l'animosité réciproque devenait toujours plus aiguë. Le 1^{er} juin 1409, veille de la Trinité, les procureurs de l'abbé Gérenton de Saint-Antoine, au lieu de remettre l'argent à leurs collègues de Montmajour le déposent à la cour présidiale de Nîmes : ils trouvaient excessive l'estimation portée cette

(1) Le 10 juin de cette année, Benoit XIII adressait une bulle à l'abbé Gérenton au sujet de la pension de Montmajour ; il y fait mention « Falconeti de Laviaco domicelli tui » (fol. 83^v).

(2) Falconet de Lamaco (*sic male* : *Inv. fondations Abbaye*, art. 34), de Laviaco (ici f^o 83-89), châtelain de Saint-Antoine 1386-1418, était assurément parent (fils ?) de Guichardus de Laviaco domicellus, mort le 11 avril 1375, dont l'épitaphe se voit encore sur un pilier de l'église de Saint-Antoine (Dom Dijon, *Eglise abb.*, p. 281-3). Il s'agit bien d'un civil, et non d'un jeune chanoine de l'abbaye. — Dans le ms. on pourrait lire : de Laviaco ou Laniaco. De Lavieu, famille du Forez, a donné trois chanoines à l'église de Lyon, un archevêque et un chanoine de Vienne.

(3) En 1406, les 1.300 livres sont estimées et payées à 3.216 florins d'or 30 sols 10 d. de monnaie courante en Avignon (f^o 74^v).

année-là à 3.216 florins d'or 30 sous 10 deniers de monnaie courante en Avignon. — Le 23 juillet 1410, en l'église Saint-Didier d'Avignon, grâce à l'arbitrage de François de Conzié, archevêque de Narbonne, un compromis en neuf articles est signé par Robert de Saint-Aignan, commandeur d'Auvergne, au nom de l'abbé Hugues de Saint-Antoine, d'une part, et Jacques Hugolin, prieur de Saint-Genis de Martigues et Laurent Janvier, préchantre de l'abbaye de Montmajour, au nom de l'abbé Jean, d'autre part : l'engagement est pris sous peine de cent marcs d'argent applicables par moitié à l'autre partie et à la Chambre apostolique. L'archevêque de Narbonne étant subitement tombé malade, se substitue, le 3 août, Louis Alleman, licencié en décrets, custode de l'église de Lyon et archidiacre de Valence, lequel se décharge de la commission sur l'official de Carpentras. Mais déjà il a entendu les parties : Saint-Aignan reconnaissant que l'abbé de Saint-Antoine doit payer 1.300 livres de monnaie courante et protestant de réclamer tout ce qu'il aura payé de trop ; ceux de Montmajour restant attachés à l'ancienne estimation et protestant de leur volonté de revendiquer tous les arrérages non payés. Ils estiment les 1.300 livres de Boniface VIII à 22.690 bons tournois au prix légal de 11 deniers et 12 grains d'argent fin ; 59 gros tournois et 1/6 valent un marc d'argent fin de Paris ; ainsi les 1.300 livres p. t. valent 383 marcs d'argent et demi de Paris et au-delà, au prix légal que l'on vient d'indiquer.

Saint-Aignan, choisi par son Abbé comme connaissant mieux à la fois la question monétaire et l'histoire de la pension, réplique par vingt-un articles, où nous trouvons l'exposé le plus clair fait par les Antonins au cours du procès. Citation et interprétation de la bulle de Boniface VIII : la pension doit être payée à Nîmes, et non à Paris ni ailleurs ; le Pape n'a pas estimé les 1.300 livres à une mesure fixe, à un poids ou à une valeur d'or ou d'argent de Paris : il a simplement fixé la somme, le lieu et l'époque du paiement ; ainsi l'argent doit être compté, et non pesé comme le marc ou autre monnaie analogue. Les princes ont changé la fabrication des petits tournois et cette monnaie n'a plus aucun cours. Si l'unité de monnaie vient à varier et que l'on doive s'acquitter en une monnaie spécifiée, il faut bien payer avec un autre argent, mais non en marcs... De droit, *de jure*, la dette étant comme ici en livres et en sous qui n'ont plus cours, la nouvelle monnaie, par la volonté tacite ou expresse du prince, remplace l'ancienne : le débiteur, surtout celui qui n'est pas en retard, comme c'est le cas, en payant en monnaie nouvelle, même si elle est dévalorisée, se trouve libéré, car cette dépréciation ne lui est pas imputable. A Nîmes et dans toute la sénéchaussée de Beaucaire, dans les paiements publics faits au fisc et ailleurs, pour une livre tournois on donne et on reçoit couramment

« un franc de monnaie du roi valant seize gros de monnaie courante au royaume de France ; un sou tournois équivalait de même à seize petits deniers courants et valant un gros et réciproquement ». Il faut s'en tenir à l'usage le plus vulgaire, qui est celui-là : le paiement doit se faire en argent et non en marcs (*in pecunia non in marchis*). En comptant comme le roi et comme tout le monde, l'abbé de Saint-Antoine qui donne treize cents francs d'or au coin du roi de France, ne doit rien de plus et n'encourt aucune peine (fol. 63 v.-66).

L'année 1413 marque dans l'histoire de la pension. Par procuration de l'abbé de Saint-Antoine du 29 novembre 1412, confirmée le 8 juin suivant, Jean Macellard, bachelier ès lois et grand sacristain de l'abbaye, d'une part ; et N. procureur de Montmajour, nommé par l'abbé Jean dès le 6 janvier, d'autre part, se rencontrent à Avignon en vue d'un compromis. Ils choisissent pour arbitres, *tanquam arbitros arbitratores et amica-biles compositores*, Antoine Verron, docteur ès lois, pour l'abbé de Saint-Antoine, et André Boutaric, licencié en décrets, pour le couvent de Montmajour, chargés d'évaluer la pension en marcs d'or ou d'argent ou en monnaie courante non sujette aux hasards des variations, *non casu mutabilem*. Les deux procureurs s'obligent à accepter la sentence des arbitres sous peine de deux mille écus d'or au coin du roi de France.

La sentence arbitrale fut rendue le 18 juin dans l'église Saint-Antoine d'Avignon, et ratifiée le surlendemain par les procureurs : elle déclarait que « pour le bien de la paix » les 1.300 livres de petits tournois doivent être réduites, au dire d'experts, « à 410 marcs d'argent fin au taux de onze deniers et dix grains du poids de la cour romaine ». Et l'on ajoute ce propos peu flatteur : si l'abbé de Saint-Antoine vient à quereller encore sur l'évaluation de l'argent, il devra payer selon l'estimation précédente jusqu'à la fin de la querelle. L'abbé et le couvent de Saint-Antoine ratifièrent la sentence jusqu'à deux fois, le 26 juin 1413 et le 15 juin de l'année suivante. A ce dernier chapitre assistaient Jean de Polley, alors cellérier et commandeur de Ranvers, et Arnaud Le Vassault, capiscol de l'abbaye : lesquels approuvèrent aussi la sentence et jurèrent pour eux-mêmes et leurs successeurs de l'accomplir ; et cependant devenus l'un abbé de Saint-Antoine et l'autre commandeur de Troyes, ils s'efforceront au concile de Bâle d'attaquer cette même sentence. C'est le reproche personnel que leur adresseront alors ceux de Montmajour, sans admettre les raisons de ce changement de conduite (fol. 52-77).

De 1413 à 1427, les 410 marcs d'argent fin furent payés annuellement, mais avec des difficultés toujours plus grandes, car les guerres, les pestes, les disettes, les dévastations et autres calamités de cette époque avaient ruiné les commanderies du Languedoc, dont le revenu total n'arrivait plus à 500 florins d'or, soit au

tiers de la pension. Les Antonins appuieront fortement sur ce motif grave, sans réussir à se faire entendre.

Pendant cette période, Montmajour cherche un appui auprès du pouvoir séculier ; il obtient en sa faveur deux arrêts du parlement de Toulouse, 30 juillet 1422 et 31 mars 1434, et deux autres du parlement de Poitiers, 17 décembre 1429 et 4 septembre 1430, malgré la bulle *De foro velito*, du 1^{er} février 1428, par laquelle Martin V interdisait aux gens d'Eglise le recours aux tribunaux séculiers (1).

Saint-Antoine, pour se défendre avec plus de force, recourt à Rome. Le 7 septembre 1420, Martin V charge l'évêque de Valence, Jean de Poitiers, de fixer, pour le présent et l'avenir, la valeur de la livre à vingt sous selon l'usage actuel de France, en sorte que les Antonins ne puissent plus être inquiétés : l'ordonnance de l'évêque est publiée le 25 avril 1421 : les 1.300 livres de Boniface VIII se trouvent ramenées à 1.300 livres de monnaie courante. Informés de cette nouvelle réduction, ceux de Montmajour vont demander justice à Martin V. Le Pape, entendant leur plainte, confie la cause à deux cardinaux, qui ne peuvent la mener à bonne fin. Alors il s'en charge lui-même, s'informe plus à fond, et cette fois *proprio motu* et avec l'approbation des cardinaux, il casse et annule solennellement sa bulle précédente, ordonnant de l'effacer absolument des registres des suppliques et des bulles ; enfin il confirme la sentence arbitrale de Verronet de Boutaric qui fixait les 1.300 livres à la valeur de 410 marcs (13 février 1422).

« Néanmoins, — nous ne faisons que citer Louis Alleman, — le Pape se laisse une fois de plus circonvenir par les fausses suggestions et les importunités de l'abbé de Saint-Antoine, et sans appeler ni entendre la défense de Montmajour, il ramène à 1.300 florins de la Chambre, la réduisant ainsi presque de moitié, la pension sur laquelle repose toute la vie (*totus status et sustentatio*) de Montmajour : c'est pour ce monastère un préjudice énorme qui fait craindre sa ruine totale » (fol. 301).

— Ecoutons maintenant le Pape lui-même dans cette grande bulle *Ineffabilis* du 6 mars 1428, qui révolta si fortement les moines de Montmajour. Martin V y résume l'histoire de la pension avec ses péripéties dont il se dit pleinement informé, et croit devoir faire « pour la tranquillité de tous », à la demande des Antonins et pour leur épargner de graves dommages, une plus juste et équitable estimation : il déclare donc par l'autorité apostolique que la livre ancienne doit être

(1) Au concile, Montmajour répondra à ce reproche : en cette matière de possession, le recours au parlement est licite et permis par la coutume très ancienne, les indults apostoliques et la déclaration même de Martin V du 21 août 1426 (12 kl. sept. an 9^e), (fol. 152 v.). Les arrêts du parlement de Poitiers n'ont pas été trouvés aux Archives Nationales.

ramenée à un florin d'or de la Chambre : ainsi les 1.300 livres de Boniface VIII sont réduites à la même quantité de ces florins, que l'abbé Jean et ses successeurs auront à payer désormais et rien de plus : avec latitude de trois mois supplémentaires pour payer et déposer au jour de la Trinité ladite somme chez une personne probe et sûre d'Avignon ou de Genève. Le Pape ordonne que ces lettres soient observées strictement (*irrefragabiliter observentur*), et annule toute sentence rendue en sens contraire (fol. 164). L'exécution de la bulle fut confiée à l'évêque d'Avignon, à l'abbé de Saint-Michel de la Cluse et à l'official de Grenoble. Ce dernier remplit sa commission le 15 mai (f^{os} 175-9) (1).

La notification de l'acte pontifical, faite à l'abbé Jean de Montmajour, au prieur claustral Jean de *Pomo* et au couvent, est accueillie ou plutôt repoussée avec colère, et cette colère se manifeste avec éclat peu de jours après. Le 29 mai, Aimeric Sigaud (2), commandeur de Limoges, vicaire et procureur de l'abbé de Saint-Antoine, se trouvait à Nîmes, ayant amené dans deux sacs les 1.300 florins d'or destinés au paiement. Les représentants de Montmajour en refusent la livraison, malgré la lecture qui leur est donnée de la bulle de Martin V ; Sigaud ne peut que protester contre la désobéissance et le mépris des lettres apostoliques. Le lendemain, fête de la Trinité et jour d'échéance, il dépose ses florins au couvent des frères Mineurs, en la salle capitulaire, près de l'autel destiné à recevoir les promesses et les dépôts mis en gage. Là, à cet autel, le prieur de Montmajour fait saisir cet argent par le sergent du roi Thomas Maugro ; il fait également saisir et vendre sans délai les quatre beaux chevaux que Sigaud avait à Nîmes, à l'hôtel de la Couronne, et qui valaient plus de 100 florins (f^{os} 119, 258, 263).

Une telle opération ne pouvait être régularisée par une quittance en bonne et due forme. Dès lors et jusqu'au concile de Bâle, c'est-à-dire pendant sept ans, la pension cessa d'être payée. Dès la première heure, Montmajour tint pour invalide la réduction opérée par le Pape sans que l'une des parties intéressées eût été convoquée ou entendue. Cette nullité radicale sera soutenue pendant quatre ans devant le concile par le cardinal Louis Alleman, et servira de base à la cassation de la bulle pontificale.

(1) Le concile rappelle plusieurs fois les deux lettres de Martin V ; en réalité, il n'y en eut qu'une, dont le texte fut adressé d'une part à l'abbé de Saint-Antoine, et d'autre part aux trois exécuteurs nommés dans le texte ci-dessus : « unam videlicet graciosam in cordulis sericis rubei croceique colorum, aliam vero executoriam in cordula canapis ». Fol. 172 v.

(2) Aimeric Sigaud, grand prieur de Saint-Antoine (1432-37) ; nommé évêque de Belley, 18 déc. 1437 ; fut transféré à Mondovi, 29 nov. 1438, où il mourut, 12 mars 1470 ; enseveli en l'église abbatiale de Saint-Antoine.

Montmajour ne s'en tient pas là ; il en appelle à Rome le 24 juillet 1428. L'abbé Jean s'y rend en personne ; il réussit à faire confier la cause aux cardinaux de Saint-Marc et de Saint-Eustache, puis, après la mort du premier, au cardinal d'Arles, Louis Alleman, que nous trouvons désormais à chaque pas : c'était la reprise du procès. — L'abbé Jean étant mort au mois de septembre 1430, le prieur et le couvent s'empressent de demander ce cardinal pour Abbé ; mais il ne prit jamais que le titre d'administrateur de Montmajour.

L'abbé de Saint-Antoine, craignant d'encourir la privation de son abbaye, fit une dernière tentative pour acquitter sa dette annuelle : en 1430, le jour de la Trinité, à Nîmes, on prend à son mandataire, Pierre Laborel, son cheval et ses bagages, et ce n'est qu'après avoir longtemps imploré ses spoliateurs qu'il peut recouvrer, *rehabuit*, son manteau et son bréviaire. Même extorsion faite aux commandeurs de Béziers et de Monteux (*de Montiliis*) le 3 juillet suivant. Le 16 août, on défend au commandeur de Nîmes, puis à celui de Lautrec, de payer leur pension à l'abbé de Saint-Antoine. Le prieur et les moines de Montmajour font mettre arrêt, en 1429 et 1431, sur les pensions dues semblablement par les commanderies de Nîmes, Tournon, Montbrison, Narbonne, Bagnols et Albi (f^{os} 120-122, 266) (1).

A Martin V († 20 février 1431) succède Eugène IV, qui bientôt, en consistoire tenu devant tous les cardinaux, de sa propre initiative et non sur les instances de l'abbé de Saint-Antoine ou de toute autre personne, demande d'informer afin de mettre un terme au procès (f^o 212). Ce Pape donna deux bulles sur la question, datées du 20 juin 1431, première année de son pontificat : l'une, *Romanus pontifex*, est dite *reductionis et relaxationis* ; la seconde *Hodie in favorem*, exécutoire de la précédente, est adressée à l'archevêque de Lyon, à l'évêque de Genève et à Jacques de Godabla, licencié ès lois et bachelier en décrets, prévôt de Saint-André de Grenoble, qui la notifia à l'abbé et au couvent de Montmajour le 1^{er} septembre et à Saint-Antoine le 10 du même mois. — Cette bulle confirme la bulle *Ineffabilis* de Martin V du 6 mars 1428 : nous en connaissons toute la portée. Le cardinal d'Arles répétera qu'elle fut accordée, à l'instance et aux importunités de l'abbé de Saint-Antoine présent à Rome, surtout parce que Montmajour avait recouru au roi et au

(1) Rappelant au concile de Bâle les abus de cette période récente, les Antonins dirent à l'art. 54 de leur défense que « les moines de M., avec l'appui du bras séculier envahissaient les maisons, commanderies et hôpitaux de Saint-Antoine, prenant et vendant les calices, les croix, les livres, les parements et les joyaux des églises et les lits des hôpitaux, dépouillaient aussi les religieux de leurs chevaux et de leurs bagages. Le cardinal de Pise, légat apostolique, pour arrêter leurs méfaits, les menaça d'excommunication ». — Fol. 197, 54^e des 136 art.

parlement, sans tenir compte que ce monastère de fondation royale avait toujours été et demeurait sous la protection du roi de France. Eugène IV ajoutait l'excommunication et la cessation de la pension, si l'on recourait encore au bras séculier (f° 301 v.).

C'est la cassation de ces deux bulles du 6 mars 1428 et du 30 juin 1431 qui sera demandée et finalement prononcée à Bâle, avec la réintégration de Montmajour en l'état antérieur à ces dates. Le concile va s'ouvrir le 23 juillet de cette année 1431.

2. Au Concile de Bâle. Le pape Martin V avait indiqué le XVIII^e Concile général à Pavie; il le transféra d'abord à Sienne, puis à Bâle. « Les deux principaux motifs de ce concile furent la réunion de l'Eglise grecque avec l'Eglise romaine, et la réformation générale de l'Eglise dans son chef et dans ses membres, suivant les projets (du concile) de Constance. Dans la 34^e session, tenue le 25 juin 1439, le concile déposa le pape Eugène IV, et dans la 39^e, tenue le 17 novembre, il confirma l'élection d'Amédée, duc de Savoie, élu pape le 5 du même mois, et qui fut nommé Félix V. Les Pères de Bâle se séparèrent à la 44^e session, tenue au mois de mai 1443, après avoir déclaré que le concile ne serait point regardé comme dissous, et qu'on en réunirait un autre à Lyon ou à Lausanne, pour le continuer » (1).

Le concile, déclaré ouvert le 7 mars, tint sa première séance le 7 juillet 1431; cependant, le nombre des Pères, « longtemps dérisoire », ne prit de l'importance qu'à la fin de 1433 et au commencement de l'année suivante. Outre l'appel aux membres de droit, évêques et prélats, des convocations collectives avaient été adressées aux chapitres et aux monastères. B., évêque de Novarre (2), chargé d'une mission auprès du roi de France, traversa la Savoie et le Dauphiné, multipliant sur sa route les invitations au concile. Il laissa en chemin son compagnon, le prieur de Pierre-Châtel (*Petrecastri*), retenu par les affaires de son couvent, avec l'espoir de le retrouver à Lyon dans six jours. Mais il crut de son devoir de visiter auparavant « les vénérables et très dévots personnages, le prieur et les frères de Saint-Antoine, pour les prier d'envoyer une députation au concile, la faveur et l'appui de ce monastère célèbre dans le monde entier étant d'un grand poids pour l'assemblée dans

(1) MAS LATRIE, *Trésor de chronol.*, col. 1314.

(2) Barthélemy Visconti, évêque de Novarre (1429-57), qui fut cardinal de l'antipape Félix V. La « Relatio facta per B. ep. Novariensem in congregatione generali SS. Synodi Basiliensis » est datée d'octobre 1432. HALLER, *Conc. Basil.*, I, p. 266. Il était donc passé à Saint-Antoine peu de semaines auparavant.

les difficiles conjonctures présentes. Sa démarche réussit à souhait. Il y trouva deux hommes remarquables, desquels dépendait le succès de sa visite, le commandeur de Ranvers et le prieur du monastère, docteur très savant en droit canon (1).

L'évêque de Novarre, comme aussi généralement les Actes du concile de Bâle dans Haller, affectent, par respect, semble-t-il, de désigner les personnes par leurs titres en taisant leurs noms. Nous savons, par ailleurs, qu'il s'agit ici de Jean de Montchenu I^{er}, commandeur de Ranvers (*de Reinverso*), et d'Aimeric Segaud ou Sigaud, prieur claustral de l'abbaye de Saint-Antoine ; mais les mots « preceptorem elemosinum ordinis ipsius » sont inintelligibles : le mot « preceptorem » appelle après lui le nom d'une commanderie... qu'il est impossible de deviner (2).

Les deux Antonins ayant connu le motif de la venue du prélat, assemblèrent le chapitre, qui, à l'unanimité, décida d'envoyer ses procureurs au saint concile ; mais ils se voyaient obligés de demander un délai assez long pour accomplir leur promesse. Ils pressèrent ensuite l'évêque d'aller trouver, à Romans, le gouverneur du Dauphiné, Raoul de Gaucourt, et le bailli du Lyonnais (3), pour leur remettre les lettres du concile et obtenir d'eux des lettres de recommandation pour la sécurité de son voyage et le succès de son ambassade. L'un des deux religieux (4) accompagna l'évêque jusqu'à Romans.

Le 1^{er} octobre, le prieur de Saint-Antoine assurait le concile de l'envoi des députés du monastère ; lorsque l'Abbé, son oncle, retenu momentanément à Florence, aurait reçu ses lettres pressantes et celles du roi de France, il ne manquerait pas de se rendre en personne et de se tenir aux ordres du concile (5). Le 17 octobre, l'évêque de Novarre lisait au concile, dans la congrégation générale, les lettres d'excuse du prieur et de

(1) L'éloge singulier de l'abbaye et des Antonins mérite d'être rapporté : « ...erat officii nostri ut ven. et devotissimos viros dominos priorem et fratres S. Anthonii ad favendum atque ut mitterent ad synodum induceremus, existimantes satis vestro huic ordini concedere, si monasterii illius in omni terrarum orbe nominatissimi in tanta varietate suffragia impetraremus. Ut autem optaveramus, ex sententia perfecimus omnia. Invenimus enim eo in loco viros duos insignes, in quorum manibus hec omnis deliberacio fere posita erat, dominos scilicet preceptorem de Reinverso et preceptorem elemosinum ordinis ipsius priorem et juris pontificii doctorem copiosissimum, a quibus... Nos vero considerantes quod hii, a quibus hec audiebamur, viri sunt in consulendo liberi et quorum ora commenta non sapiunt, adjuncto nobis preceptore elemosino, altero superiorum duorum, viro quidem humanissimo, ...ad oppidum id [Romanis] profecti sumus... » *Ibid.*, p. 269-70.

(2) Serait-ce Guillaume de Brion, commandeur d'Aumonières de 1408 à 1436 ? Mais alors pourquoi dire « viros duos » ?

(3) « baylivus Lugdunensis ».

(4) Le texte latin, cité plus haut, ne permet pas de le reconnaître.

(5) Haller, I, 269, note.

l'abbé de Saint-Antoine où ils expriment l'intention de leur Ordre d'envoyer bientôt trois hommes distingués (1). Le 10 décembre, à la députation des Affaires mixtes, on décida d'appeler les abbés de Saint-Antoine et de Prémontré. Enfin, arriva JEAN DE POLLEY, cet abbé de Saint-Antoine si longtemps désiré et attendu ; « présent pour lui-même et pour son monastère... il fut, moyennant son serment, incorporé au concile par le cardinal légat et assigné à la députation de la Réforme, le 4 janvier 1434 » (2).

Le monastère de Montmajour avait aussi ses représentants.

(1) Haller, II, 247, 289.

(2) « abbas S. Anthonii Vienn. pro se ipso, monasterio et preceptore (*sic*)... more solito fuit incorporatus... » Haller, III, 2.

De nombreux Antonins paraissent au concile de Bâle, venus pour des affaires personnelles. Outre ceux qui prendront une part active au procès de la pension, nommons les suivants :

1. Hugues de Beaumont, commandeur de Saint-Antoine de Bâle, qui prêta serment et fut incorporé le vendredi 16 mai 1432, au nom de l'abbé de Saint-Antoine. Il est encore présent le 5 mai 1435.

2. Le 11 septembre 1432, le commandeur de Rauvers (Jean de Montchenu) est excusé par égard pour l'évêque de Belley, pourvu qu'il ait un ordre (*mandatum*) suffisant et que l'abbé de Saint-Antoine soit cité. Ce « *preceptor Reversii* » fut élu (2 janv. 1440) président de la députation des Affaires mixtes ; élu *collator* (1^{er} lév.), et, le 5 mars 1440, membre de la commission des Douze.

3. Jean de Lorich (*al. Lorch*), commandeur de Saint-Antoine de Rostorf [Restorf, Ristorf in Hanau, Rossdorf, Rostorff, Rossestorf, Rostorg et Rustorf : *passim*, dans HALLER], au diocèse de Mayence ; incorporé le 18 septembre 1433, on le trouve encore le 16 février 1436. Il eut avec son Abbé une affaire de *spoliis*, et reçut au concile des lettres de recommandation des archevêques de Cologne, de Mayence et de Trèves, et aussi de plusieurs comtes, ducs et princes d'Allemagne. Il semble, par analogie avec d'autres cas semblables, que le « droit de dépouille » sur les commandeurs généraux d'Allemagne, était revendiqué également par le commandeur de Rostorf d'après la coutume, et par l'Abbé en vertu d'un ancien Statut de l'Ordre. La conclusion ne paraît pas indiquée.

4. Humbert de Brion (*de Birone* !), commandeur de Flandre, incorporé le 12 novembre 1434.

5. Jean de Romagnano, de la famille des marquis de ce nom, chanoine régulier du monastère de Saint-Antoine, étudiant et lecteur au collège de Turin, qui fut ensuite commandeur de Turin (1459-70) entre les deux Jean de Montchenu. Il présente (23 janv. 1440) une requête que le concile admit favorablement.

6. Barthélemy de Provana, commandeur de Clivasso en Piémont (*de Clavasio*), fut président de la commission générale, puis *collator*, l'un des Douze, et grand pénitencier.

7. Frère Mathieu [de Braxatis], de l'Ordre de Saint-Antoine, présent avec le seigneur de Saint-Pierre, le 5 décembre 1436.

8. Enfin l'évêque de Mondovi, Aimeric Sigaud (déjà mentionné comme prieur claustral de Saint-Antoine). Au 30 mars 1436, le concile mentionne des lettres du roi de France au pape, à des cardinaux, archevêques et évêques, « au prieur de Saint-Antoine », au procureur du roi (Haller, I, 412). — L'évêque de Mondovi incorporé, le 1^{er} juillet 1440, devient président de la commission générale, puis président de la chancellerie (1441). (Voir Haller, table du t. VII, p. 499, les très nombreuses mentions d'« Aimericus, episc. Montis Regalis » ; — item, nos *Grands prieurs de Saint-Antoine*, 2^e éd., n. 13, en supprimant les mots : « originaire de Beauvais en Dauphiné », provenant d'une fausse lecture).

La supplique d'André Julien, citoyen de Venise, qui avait porté l'habit de Saint-Antoine, fut confiée (18 mars 1435) à l'abbé Jean de Saint-Antoine lui-même et à l'abbé de Cîteaux, pour en décider, selon le droit et selon leur conscience, et obliger le sujet à restituer les biens qu'il avait reçus de l'Eglise (Haller, III, 112, 341). Le texte ne brille ni par la clarté, ni par la précision : « ...Andree Juliano nobis Venetiarum... »

Pour tous ces personnages, voir la table des vol. de Haller.

Le prieur Jean de Pomo est nommé plusieurs fois dans le Cartulaire ; mais il se tient plutôt, avec ses confrères, dans la pénombre du concile. Prévenus de l'arrivée prochaine des Antonins, ils ont reçu de leur couvent une procuration (1), datée du 7 novembre 1433 pour introduire devant le concile l'affaire de la pension ; mais, pendant six mois, faute de direction et de chef, rien ne fut tenté. — Le cardinal Louis Alleman, nommé à l'archevêché d'Arles le 3 décembre 1423, avait été élu Abbé par les moines de Montmajour le 16 septembre 1430 ; mais Martin V refusa de confirmer cette élection. « Quelques mois après le pape mourut, et avec Eugène IV, son successeur, Alleman se trouva bientôt en conflit à propos du concile de Bâle. Cependant... le nouveau pape se décida à trancher en sa faveur la question toujours pendante de Montmajour ; par bulle du 25 juillet 1431, après avoir infirmé l'élection faite par les moines, comme contraire à la réserve apostolique, il donna l'abbaye en commende au cardinal » (2).

On peut voir dans Pérouse (3), en quelles circonstances et par quels moyens le cardinal Alleman s'enfuit de Rome du 12 au 15 juillet 1433, le séjour momentané qu'il fit à l'archevêché d'Arles, sa visite à l'abbaye de Montmajour, enfin son arrivée à Bâle entre le 28 mai et le 4 juin 1434. Mais l'historien de Louis Alleman n'a pas connu le passage du cardinal à Genève, marqué par un incident très suggestif que nous révèle le Cartulaire.

Les Antonins n'oubliaient pas que le paiement de la pension restait en souffrance depuis plusieurs années. La venue prochaine du cardinal-abbé était annoncée ; on connaissait sa haute réputation, et l'on ne doutait pas de sa puissante intervention au concile ; il fallait donc le prévenir par une démarche gracieuse, avant qu'il prît contact avec les représentants de Montmajour.

Le 26 avril 1434, en la ville de Bâle, en la maison de Saint-Antoine où il habite, l'abbé Jean de Polley donne procuration à frère Arnold Le Vassault, docteur en décrets, commandeur de Troyes, pour payer à la Trinité prochaine, soit à Genève, à Nîmes ou en Avignon, la pension de 1.300 livres réduite par Martin V et Eugène IV à 1.300 florins d'or de la Chambre. Et au cas où il ne trouverait pas un procureur accrédité de Montmajour, il déposera cette somme chez un banquier de Genève à la disposition du cardinal d'Arles. Donc, le samedi 22 mai, veille de la Trinité, à Genève, en l'hôtel de Saint-

(1) Cette procuration désigne le prieur claustral Jean de Pomo et le sous-prieur Jourdain Ganaret, bacheliers en décrets, quatre autres moines et trois étrangers. *Cartul. de Montmajour*, f° 16.

(2) PÉROUSE, op. cit., p. 152, etc. Louis Alleman ne prit jamais que le titre d'administrateur de Montmajour.

(3) p. 126, 148-152, 165.

Julien, Arnold Le Vassault offrait au cardinal la somme de 1.300 florins pour paiement de la présente année, et en demandait quittance. Le cardinal se déclara prêt à recevoir ce qui lui était dû pour l'année courante et pour les sept dernières années et à en donner quittance ; il acceptait cependant un paiement partiel... Ce jour-là on ne parvint pas à s'entendre. Deux jours après, lundi 24 mai, Le Vassault informe le cardinal qu'il a déposé samedi les 1.300 florins chez Mathieu d'Espagne, marchand (*mercator*) et bourgeois de Genève. Le cardinal, au nom de Montmajour, demande à nouveau qu'on paie tous les arrérages échus depuis sept ou huit ans ; il promet d'en donner quittance, et en attendant il proteste de tous les dommages qu'il subit et des peines encourues par l'abbé de Saint-Antoine. Arnold répond qu'il n'a procuration que pour régler l'année présente. Finalement on convient de transférer le dépôt des 1.300 florins entre les mains du banquier florentin Roger Louis, habitant à Genève, procureur de nobles Cosme et Laurent de Médicis, marchands de Florence, jusqu'à la décision que prendront les procureurs de Montmajour. Arnold en recevant la décharge du banquier exprime sa volonté que le dépôt soit tenu à la disposition du cardinal. Mais celui-ci renouvelle toutes ses protestations pour le surplus qui lui est dû. Arnold n'admet pas ces réserves, et le cardinal proteste à nouveau contre cette protestation d'Arnold en tant qu'elle préjudicie aux droits de Montmajour. A cet acte sont présents Jean de Pérouse, capiscol de l'église de Vienne (1), Jean de Grolée, custode de Lyon et Guibert de Matafelon, prieur de Mouthe au diocèse de Besançon (fol. 95-96).

Les florins resteront déposés à Genève durant une année.

Depuis le 4 juin, les Bénédictins ont, dans le cardinal Alleman, un chef puissant et actif, dont l'influence va s'imposer au concile. L'affaire dite « de Montmajour et de Saint-Antoine » est introduite. Montmajour, demandeur au procès, compte obtenir gain de cause à peu de frais. Deux bulles doivent suffire : 1^o celle du 9 avril 1124, où Calixte II, à l'exemple d'Urbain II, Pascal II et Gélase II, confirme à l'abbé Pierre de Montmajour de nombreuses églises en Dauphiné, notamment « celle de Saint-Antoine de la Motte au diocèse de Vienne » (f^o 4^{vo}) ; 2^o la bulle du 10 juin 1297 — base de toute l'affaire — par laquelle Boniface VIII, érigeant en abbaye le prieuré de Saint-Antoine le transfère en même temps aux Hospitaliers, qu'il oblige de payer aux Bénédictins, en compensation de cette perte, une pension annuelle de 1.300 livres petits tournois, au jour octave de la Pentecôte, sous peine de sanctions rigoureuses pour l'abbé de Saint-Antoine. Tel est le

(1) Sur Jean de Pérouse, cf. PÉROUSE, op. cit., p. 142.

droit incontestable des Bénédictins. Leur plainte au concile est motivée par le non-paiement de la pension dans les sept dernières années (1^o 5). De leur côté, les Antonins ne peuvent défendre leur droit prétendu qu'à l'aide de deux bulles de Martin V et d'Eugène IV. La question ramenée à ces simples éléments ne saurait retenir longtemps l'attention du concile. Telles étaient les prévisions.

Toutefois, pour observer les formes, on institue une commission spéciale, composée de huit membres, dont deux appartiennent à chacune des quatre députations du concile. Le 4 septembre 1434, la députation de la Réforme désigne le patriarche d'Antioche et l'archevêque de Tours ; la députation de la Paix nomme les évêques d'Uzès et de Genève ; celle des Affaires mixtes (*pro communibus*), à la requête de l'archevêque d'Arles députe Geoffroi, abbé de Saint-Honorat et le doyen Pierre Coissier. Le 6 septembre, la députation de la Foi leur adjoint l'évêque d'Orléans et l'archevêque d'Upsal. L'accord sur ces nominations est confirmé le lendemain par le comité des Douze, et, le 10 septembre, en assemblée générale, par le premier cardinal légat. Mais ces huit commissaires furent presque tous successivement remplacés pour cause d'absence (1).

En dehors de la commission conciliaire appelée à juger la cause, chacune des parties en présence devait avoir son avocat et son procureur assermentés et ainsi accrédités par le concile. L'avocat de Montmajour était Thomas Rhode (*al* Rode), chanoine de l'église de Lubeck ; son procureur, Jean Spassier, citoyen d'Avignon, procureur fiscal du concile. Les procureurs de Saint-Antoine furent Jean Rodenheim (*al*. Rodenhem), Simon de Tharamo (2), Robert de Fardellà et Nicolas Pontain, chanoine du Puy. Ils furent choisis le 11 septembre.

Dans la première séance fixée au samedi suivant 18 septembre, comparut seul l'avocat de Montmajour ; il demanda de prononcer la contumace contre la partie adverse qui n'obéissait pas aux ordres de la commission et n'était pas venu faire la preuve de ses droits. A cette alerte, l'avocat de Saint-Antoine accourt disant que l'on n'a jamais vu un jugement aussi précipité ; il est vrai que le cardinal est très puissant et bien soutenu ; mais il s'agit là d'une grosse question d'argent et de nombreux milliers de livres ; cette affaire toute profane ne devrait pas se décider en une seule séance ; c'est là un juge-

(1) Dès le 22 sept. 1434, l'archevêque Philippe d'Auch prend la place de l'évêque de Genève ; le 5 oct. Bernard de Castillac, archevêque élu d'Albi, remplace l'archevêque d'Upsal ; le 26 nov., l'abbé de Saint-Honorat et Pierre Coissier absents sont remplacés par l'archevêque Amédée de Lyon et l'évêque Jean de Lubeck. Le 3 déc. 1435, le patriarche d'Antioche donna sa démission pour cause de fatigue. Le 16 déc., aux archevêques d'Auch et de Tours et à l'évêque d'Uzès succèdent l'évêque de Mersbourg et l'abbé de Conques. Le 28 juil. 1436, la subrogation de l'évêque de Parme à l'évêque de Mersbourg est annulée.

(2) Haller dit aussi *Theramo* et *Teramo*.

ment sommaire, trop précipité, sans observer les règles du droit et sans donner à la défense le temps de réfléchir et de mettre par écrit tous ses moyens juridiques : tout cela paraît justement bien suspect. — Le cardinal répond lui-même que dans un procès de ce genre il n'y a pas lieu d'observer l'ordre judiciaire, mais plutôt la forme de la commission et son mandat, Les allégations présentées tout à l'heure ne sont que des échappatoires, etc. — Tharamo insiste et demande un terme suffisant pour présenter ses raisons déclinatoires, dilatoires et péremptoires. Les juges accordent à l'abbé Jean huit jours pour dire, proposer, opposer et alléguer tout ce qu'il voudra. Ce délai paraissant trop court à l'Abbé, on lui accorde deux jours de plus, soit dix jours, sans admettre sa protestation (1^{re} 18-20).

Le mardi 28 septembre, en séance publique, l'Abbé présente ses *exceptions* ou oppositions contre le mandat donné à la commission par le concile, contre ses pouvoirs et contre le terme assigné pour l'information. — Le 19 octobre, les commissaires ayant vu le contenu de cet appel, le déclarent frivole et vain, appuyé sur des motifs imaginaires ; ils ne l'admettent pas et sont prêts à passer outre. Après quelques altercations sur la poursuite de l'affaire, le patriarche d'Antioche somme l'abbé de Saint-Antoine de dire sous serment s'il a demandé un délai par vraie nécessité ou bien pour s'échapper. L'Abbé répond que c'est par nécessité et non pour s'esquiver. Alors on lui accorde quinze jours pour se pourvoir d'avocat. En réponse à une autre question, il avoue que c'est à ses instances que Martin V et Eugène IV ont donné les dernières bulles en réduction de la pension à 1.300 florins. L'archevêque de Tours, l'un des commissaires, lui demande de payer au moins ces 1.300 florins qui sont certainement dus. L'Abbé répond que le défaut de paiement ne lui est pas imputable, mais plutôt à ceux qui refusent de lui en donner quittance. Aussitôt le cardinal d'Arles se déclare prêt à recevoir cette somme sans préjudice du procès en cours, et à lui en délivrer une quittance suffisante au jugement de deux membres de la commission. L'Abbé ne répond pas.

Le jeudi 4 novembre, devant la commission, les procureurs de Montmajour demandent qu'une date soit fixée pour la présentation de leurs droits et de leurs preuves. Robert de Fardella, qui assiste l'abbé de Saint-Antoine, dit que son maître n'a ni procureurs ni avocat, qu'il lui faut du temps pour les trouver et aussi pour obtenir le consentement de son couvent. — Etienne de Novarre, avocat de Montmajour, réplique que l'Abbé a eu déjà quinze jours pour se pourvoir : il ne faut plus attendre. Il n'y a pas lieu à de longues réflexions, car tous les droits de l'Abbé reposent sur les deux bulles de Martin V et d'Eugène IV. S'il n'a pas encore remplacé son

avocat absent, c'est sa faute. — Fardella répète ses prétextes. Le cardinal demande avec instance la fixation d'une date décisive pour terminer le procès devant le saint concile et que la paix à jamais soit définitive entre les deux monastères. L'archevêque de Tours exprime le souhait de voir bientôt l'abbé de Saint-Antoine s'expliquer clairement sur le point discuté : à quoi les juges offrent leurs bons offices. L'Abbé répond qu'il n'a pas d'avocat, et que n'ayant pas ses titres en mains il ne sait que dire; cependant il espère montrer clairement qu'il ne doit rien, car à la suite de divers procès les moines de Montmajour ont été privés de la pension. — Les parties s'étant retirées, les juges délibèrent, et rappelant l'Abbé lui demandent de dire avec serment où se trouvent les titres qui lui sont nécessaires pour soutenir ses droits. Il répond que les uns sont à Rome, d'autres à Florence, à Poitiers, à Bourges, à Toulouse ou dans son abbaye, et ils lui sont indispensables, *quibus sicut pane indigebat*. — Le patriarche d'Antioche fait alors devant les parties les déclarations suivantes : 1° le délai péremptoire de quinze jours avait été consenti par l'Abbé lui-même; 2° en venant au concile il prévoyait que ce procès serait soulevé contre lui, il aurait donc pu apporter avec lui ses titres; 3° cette affaire est commencée depuis longtemps devant les juges et les commissions du concile; il faut que dans deux mois l'Abbé ait réuni tous ses titres en quelles villes qu'ils soient maintenant dispersés. Il devra donc les présenter « au premier jour de droit » après les fêtes de Noël prochaines. — L'Abbé trouve ce terme trop court à cause des distances et de l'insécurité des routes. Lui et son procureur Jean Rodenheim n'acceptent pas l'assignation; au contraire ils protestent contre le dommage qu'ils subissent et en appellent publiquement, solennellement et expressément. Les commissaires n'admettent pas cette protestation (fol. 27).

Le vendredi 26 novembre, Lambert Morel, coureur ou huissier (*cursor*) du concile, selon la commission qu'il en a reçue, se présente à la maison où habite l'abbé de Saint-Antoine, pour lui remettre une citation à comparaître « au premier jour de droit » prochain. Ne l'ayant pas rencontré, il remet la citation à un certain Guillaume de la Chambre ou Delcambre; celui-ci la transmettra à l'Abbé qui, dit-il, certainement ne fera pas défaut.

Le 27, les parties comparaissent devant les commissaires; chacun se maintient sur ses positions, sur le terme compétent à fixer, etc. — Le 30, à cause de la fête de saint André, il n'y a pas d'audience. — Le jeudi 2 décembre, l'Abbé ne comparaît pas; il n'a présenté aucune observation orale ou écrite. Son procureur ne fait que répéter ce qu'il a déjà dit plusieurs fois. Alors Thomas Rhode, au nom de Montmajour, demande contre l'abbé Jean un monitoire et une déclaration de contumace. En dix-sept articles il refait toute l'histoire de la pension jusqu'aux

bulles de Martin V et d'Eugène IV qui, dit-il, doivent être frappées de nullité parce qu'elles ont été extorquées pour ruiner l'abbaye de Montmajour. Depuis 1427 aucun paiement n'a été fait, à aucun tarif même réduit, et l'abbé de Saint-Antoine a refusé et refuse encore de payer, au grand danger de son âme et sans souci des peines portées par la bulle de Boniface VIII. A cause de cela, Montmajour a souffert et souffre encore chaque jour des dommages intolérables ; il est grevé de dettes ; les livres et les bijoux (*clenodia*) ont été mis en gage ; le culte divin et le personnel sont de plus en plus réduits... Tout cela est vrai et de notoriété publique. — Après cet exposé les commissaires concluent qu'il faut décréter le monitoire et déclarer qu'en cas de contumace l'Abbé encourra les peines contenues au monitoire et dans la bulle de Boniface VIII, surtout la privation de son abbaye, auxquelles on pourra ajouter d'autres sanctions comme des amendes pécuniaires... (fol. 32).

Le samedi 4 décembre, l'abbé de Saint-Antoine, sans révoquer son procureur conciliaire, donne procuration, pour soutenir sa cause au concile, à deux de ses religieux, Arnold Le Vassault et Thomas Pelhut, commandeurs de Troyes et de Montbrison.

1435. — Le 15 janvier 1435, devant la commission spéciale composée du patriarche d'Antioche, des archevêques de Lyon, de Tours et d'Auch, des évêques de Lubeck, d'Orléans et d'Uzès, et de Bernard, archevêque élu d'Albi, le procureur Jean Rodenheim présente une appellation au concile lui-même. Toute procédure est, de ce fait, momentanément suspendue. Mais, dans l'intervalle, le cardinal d'Arles prépare, en cinquante articles, un nouvel exposé qu'il remettra à la commission le 15 février : après avoir réfuté les prétentions des Antonins dans leur histoire des XII^e et XIII^e siècles, et avoir refait l'histoire de la pension, le cardinal montre la précarité de la situation temporelle de Montmajour, dont la pension constitue l'unique ressource : si elle n'est plus payée, c'est la ruine totale de ce monastère. Si depuis le temps de Boniface VIII les Antonins avaient acheté des biens immobiliers d'un revenu de 1.300 livres, toute matière à discussion eût été supprimée ; ils querellent toujours sur la valeur de l'argent à cette époque lointaine et sur la difficulté de se procurer de la monnaie ancienne ; pourquoi oublier que trois sentences arbitrales ont déclaré qu'il leur suffisait de s'acquitter en monnaie usuelle et que Montmajour s'en contenterait et s'en contentait ? Les Antonins disent encore que leurs propres revenus en France ont été diminués par la dévalorisation de la monnaie et que leur dette doit être également réduite ; ils oublient que cette pension n'est pas un revenu pour Montmajour, mais une simple

compensation pour des biens immeubles qu'il a perdus au temps de Boniface VIII. Ce n'est pas eux, mais bien Montmajour qui a été grevé par la réduction de la dette à 410 marcs d'argent. Les dernières bulles doivent être cassées et annulées par le concile, car Martin V et Eugène IV ont été mal informés, les moines de Montmajour pas entendus et la dernière réduction a été obtenue pendant la vacance de leur abbaye ; ceux de Saint-Antoine refusent de payer pour la perte de leurs âmes et pour la ruine du monastère de Montmajour. Tout cela est vrai et de notoriété publique (fol. 146 et 153).

A toutes ces bonnes raisons les Antonins n'ont garde de répondre. Le même jour, 15 février, ils se plaignent du monitoire, de la rigueur de la procédure employée contre leur Abbé, etc. Pour toute consolation, Etienne de Novarre, avocat du cardinal, répond que c'est aujourd'hui le terme péremptoire fixé et que l'Abbé ne produisant rien pour sa défense doit être tenu pour contumace ; il obtient en effet contre lui assignation au premier jour. Alors Jean Rodenheim produit une cédula d'appellation au concile, et il exhibe deux formules d'accord que retient l'archevêque de Lyon.

Le jeudi 17 février, le commandeur de Monthbrison se présente de la part de l'Abbé, mais non pas, dit-il, comme son procureur : afin sans doute de ne pas engager son supérieur. Celui-ci n'est pas venu « dans la crainte que l'on ne se saisisse de sa personne ». Le cardinal mécontent demande et obtient que devant le silence de l'Abbé l'on prononce contre lui la contumace. Les commissaires examinent la formule d'accord entre les parties, rédigée et signée par quatre notaires : elle comprend huit articles : 1° l'abbé de Saint-Antoine paiera pour chacune des sept dernières années 1.300 florins d'or de la chambre, selon la réduction expliquée par lui-même et en déduisant ce qu'il aura payé dans l'intervalle ; ... 3° les sommes déposées à Avignon (2.400 florins) et à Genève (2.600 florins d'or) seront remises à ceux de Montmajour à Pâques prochain, et les autres, c'est-à-dire jusqu'au total de 9.100 florins à l'octave de la Pentecôte ; 4° le cardinal approuve que soit levée la main du roi mise sur les commanderies et pensions de Saint-Antoine à raison du retard du paiement réclamé par Montmajour ; 5° il accepte, pour le bien de la paix entre les deux monastères, que le procès actuel soit suspendu et arrêté au point où il en est ; 6° le tout sans préjudice de droit pour les deux parties, et 7° ceux de Montmajour n'entendent pas renoncer au monitoire décerné contre l'Abbé en tant qu'il serait défaillant ; 8° chaque partie maintient ses précédentes protestations. — Montmajour s'efforce d'engager à fond l'abbé de Saint-Antoine : les deux parties doivent nommer des procureurs irrévocables ; il promet d'observer tous les points de l'accord et requiert l'Abbé de faire la même promesse sous peine d'encourir les

sanctions qui y sont portées. Après avoir entendu la formule d'accord et les engagements qu'on voulait lui imposer, l'abbé Jean demande pour s'en acquitter une période de vingt ans, *terminum viginti annorum*, le cardinal consent à lui accorder vingt jours, *terminum viginti dierum* !... On était loin de s'entendre. La procédure suspendue d'abord jusqu'au 25 février, fut prorogée jusqu'après Pâques.

Le mardi 26 avril, le cardinal prie la commission de continuer les poursuites. L'Abbé et son procureur Simon de Tharamo épiloguent, contestent et protestent contre les articles de l'accord. Le procureur de Montmajour rappelle le monitoire et accuse l'Abbé de parjure. Après plusieurs altercations on reporte le paiement des arrérages qui échoit à la fête de la Trinité jusqu'au 1^{er} juillet exclusivement. Le patriarche d'Antioche qui proroge ce terme jusqu'à la Toussaint, oblige le cardinal à protester une fois encore contre le préjudice subi par Montmajour.

L'Abbé comprenait enfin l'impossibilité de tergiverser et la nécessité de donner sans retard une première satisfaction. Le 11 mai, dans le réfectoire des Frères Mineurs où se tenait habituellement la députation de la Foi, il versait les 2.600 florins d'or déposés à Genève (1), le cardinal administrateur de Montmajour et Etienne Plouvier, archidiacre d'Embrun et procureur de ce monastère, lui en délivraient quittance avec serment et avec toutes les réserves ci-dessus exprimées. La commission avait elle-même rédigé les termes de cette quittance (f^{os} 154-169).

Cela fait, tous les Antonius, semble-t-il, quittèrent la ville de Bâle. Il fallait utiliser les cinq mois de répit octroyés par le concile, et réunir tous les documents capables de confondre à jamais et sans réplique les Bénédictins de Montmajour. Il est facile d'imaginer ce que furent ces vacances de l'été 1435 à Saint-Antoine : l'Abbé convoqua tous les experts en vieilles écritures, les religieux les plus versés dans l'histoire de l'Ordre, et l'on se mit à fouiller les archives de l'abbaye et des plus anciennes maisons. Il s'agissait d'établir que l'hôpital avait précédé le prieuré, et l'avait même possédé et dominé jusqu'à l'érection de l'abbaye ; il fallait donc avancer autant que possible la fondation de l'hôpital et en relever l'importance, en retardant l'établissement du prieuré qui se trouverait du même coup soumis à l'hôpital. — C'était bien calculé ; mais il fallait compter avec l'imprévu. Que faire devant la donation des églises du Viennois faite à Montmajour par Gontard, évêque de Valence ? Cette pièce et quelques autres laissées par les Béné-

(1) Le 22 mai 1434, 1.300 florins étaient déposés à Genève ; ici c'est 2.600 florins, soit le dû de deux ans ; nous suivons le texte du Cartulaire.

dictins lors de leur départ précipité en 1290, prouvaient en leur faveur : on se garda bien de les exhiber (1). Comment les remplacer par des documents antérieurs favorables aux hospitaliers ? Où trouver de pareils documents ? Serait-il donc téméraire d'affirmer que les premiers Antonins étaient contemporains de Jocelin, et même qu'ils lui étaient antérieurs ?

On se croyait maintenant invincible, et l'on reprit la route de Bâle.

Le premier jour après la Toussaint (3 nov. 1435), Thomas Rhode et le cardinal demandent avec une nouvelle instance la contumace contre la partie adverse non comparante, qui ne fait aucun effort pour produire ses titres justificatifs. Les juges ordonnent de citer l'Abbé ; s'il fait défaut au jour qui lui sera fixé, il devra répondre en audience publique et contradictoire devant le concile.

Le 5 novembre, le procureur de l'Abbé annonce qu'il a reçu hier les titres dont il a besoin, et demande une prorogation pour les vérifier et rédiger des articles qui seront assez nombreux et développés. Le cardinal impatienté observe que l'Abbé a depuis longtemps reconnu avoir en sa possession les bulles de Martin V et d'Eugène IV, les seules sur lesquelles il puisse s'appuyer ; qu'il n'a pas d'autres titres à produire pour sa cause ; que, sous prétexte de chercher quantité de pièces et de bulles, il a multiplié les délais comme on le sait, et tout cela par malice et fausseté et pour échapper à la justice du concile ; il est donc nécessaire qu'on présente une relation exacte de ces faits devant la congrégation générale. Huit jours sont accordés à l'Abbé pour produire toutes les écritures et documents qu'il voudra. — Le 12 novembre, Rodenheim présente ses articles et obtient encore quatre jours pour les mettre au point, entr'autres deux lettres de Martin V et trois d'Eugène IV (fol. 173-189).

Le mercredi 16 novembre, on remettait enfin au cardinal une copie des bulles pontificales et de divers procès, avec cent-trente-six articles (f^{os} 189-201), dont les 16 premiers constituent un nouvel exposé historique jusqu'à l'érection de l'Abbaye, les 120 autres traitent de la pension. Voici les plus intéressants :

Les Antonins insistent pour faire admettre l'équivalence entre les livres petits tournois du temps de Boniface VIII et les livres actuellement en cours : « 1.300 livres de 1237, disent-ils, valent

(1) La question historique et documentaire sera traitée dans la dernière partie de cette étude. L'accusation formulée ici contre les Antonins ne doit pas surprendre le lecteur : nous ne pouvons admettre, en effet, que les recherches approfondies du x^v siècle n'aient pas révélé l'existence de ces documents qui seront cités par Falco dans son *Antoniane* (cf. nos *Origines de Saint-Antoine*, p. 60 etc., et que Guillaume Autin, en 1681, placera en tête de son *Inventaire des titres de l'abbaye*, art. 1 et 2. Pourquoi donc n'ont-ils pas été produits au concile de Bâle ? D'autre part, on pourrait s'étonner que les Antonins, pour se justifier de n'avoir pas plus de documents, n'invoquent pas le récent incendie de 1422 qui détruisit une partie de leurs archives.

1.300 livres de 1435, et pas davantage ». La prétendue sentence du cardinal Bertrand de Sainte-Marie *in Aquiro* fut donc nulle de plein droit et manifestement injuste ; néanmoins les Bénédictins se réfèrent toujours à la lettre de la bulle de Boniface VIII et à l'interprétation officielle donnée par ce cardinal en 1332. — Les Antonins continuent : les revenus du prieuré et ses offrandes avant l'érection de l'Abbaye n'atteignaient pas le tiers de la lourde pension qui pèse maintenant sur eux. Le petit tournois n'a plus cours en France et en Dauphiné depuis plus de cent ans ; maintenant on compte par sous et par livres. Ils ont toujours été et sont encore dans l'impossibilité de remplacer la pension par l'achat de biens stables dans les provinces d'Embrun, Aix, Arles et Narbonne. Ils sont même incapables de tenir des étudiants aux écoles, et ils ne peuvent malheureusement, *proh dolor !* achever ni le cloître, ni le dortoir, ni le réfectoire depuis longtemps commencés en leur monastère de Saint-Antoine. — Ensuite, ils passent à l'offensive : les moines de Montmajour, disent-ils, ont souvent, avec l'appui du bras séculier, envahi les biens et les meubles des religieux de Saint-Antoine, leurs maisons, leurs commanderies et leurs hôpitaux, prenant et vendant les calices, les croix, les livres, les parements et les bijoux des églises, et les lits des hôpitaux, ravissant même les chevaux et les équipages des religieux ; et une fois le cardinal de Pise, légat apostolique, pour arrêter leurs méfaits, dut menacer ces moines d'excommunication (art. 54).

La semaine fut employée à l'examen sévère et minutieux de ces articles. Le 24 novembre, le procureur de Montmajour prie la commission de demander à la partie adverse si elle voulait faire usage de ses titres comme vrais et authentiques ; car, observe-t-il, ils portent une rature et contiennent une erreur ; les articles proposés sont donc aussi suspects. Rhode relève la fausseté de Rodenheim prétendant qu'avant l'année 1297 le prieuré de Saint-Antoine dépendait de l'hôpital, et insiste sur le mot *hospitalale* effacé et remplacé par *monasterium* dans la bulle de Martin V : « ce qui ne pouvait se faire sous peine d'excommunication et d'annulation de la bulle. » Rhode, en neuf articles, repousse et rejette *tous les articles* de Saint-Antoine comme faux, suspects, etc., tous exprimés en termes vagues et très généraux.

Le vendredi 3 décembre, le patriarche d'Antioche, fatigué, donne sa démission. Le 16 décembre, la congrégation générale est présidée par l'archevêque de Tarente, cardinal légat du pape. Rodenheim complète ses cent trente-six articles par dix-huit déclarations ou additions, suivies, le 10 janvier, de vingt corrections faites à divers articles sur les fluctuations monétaires.

1436. — Le 7 janvier 1436, le coureur du concile, cédant à ses instances, cite douze témoins, originaires de toutes les provinces de France. Leurs dépositions manquent d'intérêt, et souvent de précision ; la réponse la plus ordinaire est celle-ci : le témoin n'en sait rien, *ignorat* ou *dicit se nescire*. Voici leurs noms, avec une seule réponse, qui se rapporte à Vienne. Jean de Borro, âgé de 35 ans, bachelier en décrets, chanoine de Sens, secrétaire de l'archevêque de Vienne Jean de Nourry, interrogé sur l'article 27, répond qu'à Vienne les ecclésiastiques acceptent six liards pour un sol tournois, et cependant la livre de vingt sous courants à Vienne ne vaut que vingt sous tournois, comptée à seize gros et cinq liards pour un gros. — Les autres témoins sont : fr. Jean Boysson, ordre de Saint-Jean de Jérusalem, 40 ans ; — Robert Magnan, maître ès-arts, chanoine d'Embrun, 40 ans ; — Barthélemy de Garel, prévôt *Vatasion.*, dioc. de Clermont ; — fr. Gérard Fatet, antonin, commandeur de Sainte-Croix ; — Raymond Bailhot, chanoine de Saint-Sernin de Toulouse, prieur-*Cal...*, O. S. A., dioc. de Mirepoix ; — Raoul Godart, prieur de Saint-Samson d'Orléans ; — Jean Adhémar, prêtre du diocèse de Toulouse ; — Jean Filheul, bachelier *in utroque*, prévôt de Grasse ; — Pierre Confolent, chanoine de la grande église Saint-Hilaire de Poitiers ; — Pierre Charnier, chanoine de Besançon ; — fr. Thomas Pellut, commandeur de Montbrison, où il réside, et grand sacristain de l'abbaye de Saint-Antoine : il est venu à Bâle pour des affaires personnelles ; il est à son compte, *stat sumptibus suis*, et non pas au compte de l'Abbé ou de sa maison ; — Michel Gauthier, clerc de Coutances, province de Rouen.

De son côté, le 10 janvier, l'avocat de Montmajour cite quatre témoins : Jean d'Eschalon, official de Romans ; Pierre de la Pierre, clerc d'Avignon ; l'antonin Mathieu de *Braxatis*, et le clavaire de Marseille.

Le cardinal se plaint que ceux de Saint-Antoine multiplient inutilement leurs appellations ; il demande que les commissaires examinent avec diligence leurs articles et en réfèrent à la congrégation générale : si le renvoi semble devoir être accordé de droit, que le concile prononce officiellement ce renvoi, et l'abbé de Saint-Antoine n'aura plus lieu de se plaindre, comme il l'a fait à tort jusqu'ici ; si au contraire le renvoi doit être refusé, que l'on procède alors à l'expédition de la cause pour en finir. Cette requête du cardinal fut approuvée par les diverses Députations du concile, les 17 et 21 janvier 1436 ; le 26 janvier par la congrégation des Douze, et le lendemain en congrégation générale, et le légat prononça la conclusion au nom du concile.

Le 14 janvier, Rodenhein demande avec force que le cardinal et le camérier de Montmajour soient contraints, sous

peine d'excommunication, de répondre en détail à chacun de ses articles (1).

Sans s'émouvoir du nombre des articles qu'on lui oppose et de l'audacieuse sommation dont il est l'objet, le cardinal apporte, le mardi 24 janvier, ses réponses devant la commission. Réduites pour la plupart à une seule ligne de texte, elles remplissent cependant quatre pages et demie du Cartulaire (f^o 223-5). Elles ne sont pas exemptes de vivacité ou d'ironie, comme on peut en juger par les suivantes. Le cardinal proteste d'une façon générale contre l'impertinence des assertions des opposants ; il ne répondra pas aux articles auxquels juridiquement il n'est pas tenu de répondre. Au 1^{er}, « il croit à l'existence de la ville et du lieu de Saint-Antoine ; pour le reste, il s'en rapporte aux écrits et aux documents » ; au 2^e et au 5^e, il ne croit pas ce que l'on avance ; aux 6^e et 9^e, il croit à la translation du corps de saint Antoine et à la fondation du prieuré en la manière expliquée par sa partie et non autrement ; au 16^e, il s'en rapporte aux bulles de Boniface VIII et à leur contenu, encore qu'elles aient grevé le couvent de Montmajour ; aux 18^e et 19^e, il croit aux mutations successives de la valeur des monnaies ; à l'époque de l'érection de l'Abbaye, il y avait des sous et des livres, et maintenant il y a des livres et des sous, qui servaient alors et servent encore selon leur valeur à faire les achats et les ventes ; pour le reste, il n'admet pas les explications données. Il s'en rapporte, au 31^e, aux monnayeurs, aux changeurs et autres experts ; au 39^e, les prétendues dépopulations (*mortalitates*), qu'importent-elles au sujet ? aux 43^e et 45^e, il s'en rapporte « à la bourse de ceux de Saint-Antoine », et il la croit maintenant mieux garnie qu'ils ne le disent ; au 49^e, les conclusions sont mal tirées de l'exposé qui les précède : ceux de Saint-Antoine ont toujours retardé malicieusement le paiement de la pension. Au 55^e, il croit bien à la vacance de l'Abbaye par privation ou par le décès de l'abbé Artaud de Grandval ; au 57^e, il croit que Martin V fut circonvenu et que ses prétendues lettres sont sans valeur : mieux informé, il les a, du conseil et du consentement des cardinaux, révoquées, comme le prouve clairement la supplique produite aux actes du concile ; au 62^e, il s'en rapporte à ces prétendues lettres et à leur contenu, en se souvenant toujours de leurs subreptions, de leurs nullités et des faussetés notoires qui s'y trouvent. Le cardinal répond ainsi jusqu'au n^o 136, mais le plus souvent par ces simples mots : « *non credit ut ponitur*, il ne croit pas ce qu'on avance ».

Montmajour répond aussi brièvement (f^o 225-6) et dans le même sens aux dix-huit « déclarations ou additions » et aux

1. « Petit dominos card. Arel. et camer. Montism. moneri sub pena excommunicationis de respondendo singulariter singulis articulis, et ad hoc cogi et compelli » (fol. 220).

vingt « corrections » apportées par les Antonins. Le répondant s'en rapporte aux revenus des commanderies et à la coutume de leur Ordre, qu'il déclare ignorer. Il croit à la mort de Martin V, mais non point à ce que l'on avance ensuite. Oui, il admet que la monnaie a tantôt gagné et tantôt perdu de sa valeur. Il n'admet pas que la Chambre apostolique accepte en pareil cas, pour acquitter une obligation, une livre de la monnaie actuelle ou un florin de la Chambre comme l'équivalent d'une livre ancienne. Quant au cardinal, il a observé le droit selon son devoir et selon son pouvoir.

Non content de cette réfutation sommaire et immédiate, Montmajour a cherché des témoins et a découvert des documents anciens, des pièces même qui ne se trouvent pas dans ses archives. Le 4 février, Jean Spassier demande que l'on oblige, sous peine d'excommunication, Yves Anchubot, curé du diocèse de Toulouse, à produire divers actes intéressant la cause, à savoir la donation à Montmajour de la ville de Saint-Antoine et de ses dépendances par Didier Mallen, seigneur de Châteauneuf; un carnet contenant la vie de saint Antoine et la translation de ses reliques; une bulle d'Alexandre IV, et le vidimus d'une bulle de Martin V *de foro velito*. — Le 6 février, Rodenheim est cité pour répondre à ces documents. Le lendemain, il veut lui-même citer un certain Mathias, qui possède des pièces importantes, mais plusieurs disent qu'elles sont sans intérêt, *non faciunt ad causam* : c'est la vente du château et de la ville de Saint-Antoine au maître Aimon de Montagne, et les actes qui suivirent cette vente (1292 et 1293). Tous ces actes sont reproduits en entier (f^{os} 229-36).

Le 9 février, devant les membres de la commission, les deux parties s'accusent réciproquement de contumace, se reprochent de ne pas répondre aux articles proposés, et invoquent séparément divers prétextes pour continuer à ne pas répondre. Rhode ne ménage pas ses critiques; il profère contre les titres des Antonins toute la série des termes de réprobation qu'il peut imaginer (1). Rodenheim, à son tour, réplique contre les documents de Montmajour et les qualifie en des termes semblables ou équivalents (f^o 236).

Le 13 février, Rodenheim fait citer trois maîtres et experts, Guillaume N., et deux antonins, Thomas Pelhut, commandeur

1. Il les taxe « vehementer de falsitate suspecta, rasa, abrasa, caduca, cancellata, viciata, una, varia, obscura, incerta, indeterminata, dubiosa, calumpniosa, defectuosa atque nulla, conficta, mendosa, iniqua, ad voluntatem producentis et contra omnem veritatem et rem gestam concepta, manu privata conscripta et per non habentem potestatem neque auctoritatem, taliter qualiter subscripta, de pluribus pretensis et confectis materiis, de quibus non constat mencionem facientia, et alias talia quod ipsis pretensis instrumentis et munimentis non est standum, neque ulla fides adhibenda, prout ex eorumdem pretensorum jurium et munimentorum inspectione clare patet ipsa intuenti et latius dicetur verbo et scripto suis loco et tempore, si opus sit : de quo protestatur. » f^o 238.

du Forez, et Guillaume Cassin, à l'effet de reconnaître les sceaux, les signatures et les marques des notaires, que portent les pièces originales produites au procès. Avant d'être agréés, ces experts subissent l'examen de la commission et prêtent le serment accoutumé (f° 239).

Les semaines suivantes, chacun amènera des témoins en confirmation de ses dires ; mais leurs dépositions n'augmenteront pas la lumière émergeant des documents eux-mêmes. Les réponses et les répliques se développeront avec assez peu de vigueur pendant cinq longs mois ; le zèle des avocats et des procureurs manquait de stimulant : on les oubliait depuis trop longtemps ; ils portèrent leurs doléances au concile lui-même, réclamant leurs salaires... sous peine d'excommunication ! Ils furent satisfaits.

Pendant ce temps, l'abbé de Saint-Antoine cherchait, loin de Bâle, un autre moyen de défense. Il tenait à démontrer au concile l'impossibilité où il se trouvait de payer la pension par l'état lamentable des commanderies du Languedoc qui, pendant un siècle, avaient permis d'acquitter cette lourde charge ; il voulait encore justifier tout ce qu'il avait dit sur la variation des monnaies et les calamités publiques de cette région de la France. Dans le chapitre annuel qu'il convoqua à Montpellier, le 27 avril de cette année 1436, il procéda lui-même à une enquête, dont les résultats sont consignés au Cartulaire. L'on y voit que les pensions anciennement étaient fixées en petits tournois, qu'elles sont actuellement payées en monnaie courante et considérablement réduites. Interrogé pourquoi il n'a pas payé la pension annuelle de 200 liv. p. t. qu'il doit à l'Abbé, frère Antoine de Serrasse, commandeur de Narbonne, répond qu'il ne peut payer que cent moutons d'or, *centum mutones auri*, et cela à cause des pestes et des mortalités publiques, des tailles imposées, des sécheresses et des guerres qui ont sévi et sévissent encore en Languedoc, et aussi à cause des changements et de l'abaissement des monnaies qui se produisent fréquemment dans le royaume de France, et la destruction des villes et villages et des habitations : il redoit encore à l'Abbé trois cent seize moutons d'arrérages. — Antoine Gay, commandeur de Castelnàudary au diocèse de Saint-Paul, qui doit annuellement 40 liv. p. t. de pension, ne peut payer que vingt-quatre moutons d'or, ...pour les mêmes raisons. — Ponce de Boysset, commandeur de Limoux, diocèse de Narbonne, doit 40 liv. p. t., il ne peut donner que dix moutons d'or. — Jean de Russiis, commandeur de Bagnols au diocèse d'Uzès, ne peut donner que vingt moutons d'or sur sa pension de 100 liv. p. t. — Jean Conchasse, procureur de Saint-Antoine de Carcassonne, au lieu de 80 liv. p. t., ne peut payer que soixante moutons d'or, et il redoit deux cent quarante moutons

d'arrérages de quatre ou cinq années. Le domaine de Montréal au diocèse de Carcassonne, précédemment arrenté quatre-vingt-dix moutons d'or, ne rend plus rien. — Ponce [al Pierre] Laborel, commandeur d'Albi, sur sa pension de 80 liv. p. t., ne peut payer que soixante moutons d'or. Il a été commandeur de Lautrec au diocèse de Castres : il répond que sur la pension de 20 liv. p. t., il n'a pu payer, ainsi que le commandeur actuel, que quinze moutons d'or. — Antoine Postane, commandeur de Villefranche de Montpellier, doit 120 liv. p. t. ; il ne peut donner que cinquante moutons d'or. — Jean Balmier, procureur de Saint-Antoine de Béziers, sur 200 liv. p. t., peut payer seulement cent moutons d'or. — Ledit Pierre Laborel, qui fut visiteur de Toulouse, dit que le commandeur ou administrateur de cette maison ne peut donner que vingt-quatre moutons d'or au lieu de 100 liv. p. t. François Torrette, qui a été longtemps procureur de Toulouse, répond comme Laborel. — Celui-ci, qui visita autrefois Saint-Antoine de Pergamosque, diocèse de Toulouse, répond que le commandeur ou administrateur moderne ne peut payer que six moutons d'or au lieu de 100 l. p. t., et depuis cinq ans il n'a peut-être pas donné un denier. — Laborel a voulu visiter la commanderie de Montauban, mais il n'a pu y arriver à cause des guerres, etc. : le commandeur est dans l'impossibilité de payer les 150 liv. p. t. de sa pension ; depuis vingt ans, il n'a pas payé un denier, et, dit-il, il ne trouve pas un frère pour y faire résidence. — De même, le commandeur de Ficalba, au diocèse d'Agen, qui s'en est allé, *recessit*, sans avoir rien payé pendant vingt-cinq ans de sa pension de 90 liv. p. t. — Le commandeur de Montlaurun, diocèse d'Auch, depuis trente ans n'a pas payé sa pension de 130 liv. p. t. — Celui de Pont de Ratz, diocèse de Lectoure, doit 150 livres ; depuis quatorze ou quinze ans, il n'a payé que quarante-cinq moutons d'or. Laborel n'a pas pu visiter ces trois dernières commanderies. — Le commandeur d'Amuliane, diocèse de Rodez, ne peut donner que cent moutons d'or sur sa pension de 150 livres. — Le commandeur de Nîmes et celui d'Alais au même diocèse, qui doivent chacun 80 liv., ne paient le premier que quarante, et le second seulement vingt-cinq moutons d'or. — Enfin celui d'Avignon, dont la pension est de 100 livres, *depuis cent ans paie un denier* (fol. 281-84).

De part et d'autre on examinait le dossier adverse. Le jeudi 30 août 1436, les parties s'affrontent avec des armes nouvelles : Montmajour produit quatre pièces : la visite de ce monastère par le légat apostolique Raoul en 1205 ; une procuration du prieur et des moines de Saint-Antoine en 1289 ; un compromis de 1315 fixant le partage de la pension antonienne par moitié entre l'abbé et le couvent de Montmajour ; enfin le dépôt des

sommes d'argent fait en la cour présidiale de Nîmes le 1^{er} juin 1409 par les procureurs de l'abbé Gérenton de Saint-Antoine pour le compte de l'abbé de Montmajour. — Les Antonins produisent, pour le xiii^e siècle, trois bulles de Nicolas III, trois d'Honorius IV, une de Grégoire IX contre les faux quêteurs, une de Grégoire X, une d'Innocent IV et trois de Clément IV, une de Martin IV et trois d'Alexandre IV : en tout, seize bulles pontificales; ensuite une promesse d'obédience au Dom de Saint-Antoine émanée des commandeurs d'Espagne et deux tailles levées sur les commandeurs de l'Ordre par le Dom de l'aumône, l'acte d'élection d'Aimôn de Montagne (1273/4), et plusieurs actes consécutifs à la vente du château de Saint-Antoine (1292-93).

A première vue, il n'y a aucune équivalence entre les quatre pièces secondaires apportées par Montmajour et les vingt documents des Antonins. N'oublions pas qu'il s'agit toujours de la pension : les Bénédictins s'appuient solidement sur la bulle du 10 juin 1297, et elle leur suffit. Au contraire les Antonins ont besoin de déprécier cette bulle. Pour y parvenir, ils dressent à leur manière l'histoire de l'hôpital fondé, disent-ils, longtemps avant le prieuré, et sur lequel il garda la prééminence durant tout le xiii^e siècle ; l'affluence des malades attirait à l'hôpital d'abondants subsides et de larges aumônes; enfin l'acquisition par l'hôpital du château et de la ville de Saint-Antoine en l'année 1292 prouve que les moines en quittant le prieuré pour retourner à Montmajour ont perdu peu de chose. Ils concluent : la pension imposée en leur faveur pour les dédommager de la perte du prieuré a été excessive dès le premier jour ; maintenant elle doit être totalement supprimée.

Le 4 septembre, Thomas Rhode donne son appréciation sur les documents antoniens du xiii^e siècle, et les juge, dans leur ensemble, sans aucun rapport à la question dont il s'agit, la pension ; spécialement, dit-il, la vente du château de Saint-Antoine ne prouve rien contre Montmajour, mais plutôt en sa faveur, car, comme il est dit dans le préambule, le frère Graton avait été dépouillé du prieuré que lui avait conféré l'abbé de Montmajour à qui il appartenait ; or tous les actes qui suivirent dépendent de cette spoliation : le Maître de l'hôpital n'avait donc aucun titre ou du moins aucun pouvoir légitime sur le prieuré, sur le château et sur le territoire ; l'article 5 de la vente oblige le Maître à démolir le campanile élevé depuis la spoliation, comme aussi les fortifications construites dans la ville pendant la durée de la guerre; les art. 7 et 8 disent clairement qu'avant l'expulsion des moines le prieuré n'était pas entre les mains du Maître de l'hôpital (n° 255-6).

Déconcerté par cette réplique qui réduit à néant ses meil-

leures preuves en leur refusant toute valeur, et qui même en tire avantage contre lui, Rodenheim attaque maintenant les prétendus documents de Montmajour, et il élève à leur sujet une singulière théorie : ces documents, il les accepte, au moins tacitement, en ce qu'ils contiennent de favorable à Saint-Antoine ; pour le reste, il les rejette comme absolument irrecevables (1). Le cardinal de Palestrina, ajoute-t-il, disait que l'abbaye de Montmajour n'avait subi, du fait du renvoi des moines de Saint-Antoine, que la charge de dix moines de plus. Depuis vingt et trente ans, les religieux de Montmajour n'ont jamais dépassé ni même atteint le nombre de vingt-cinq. Les 1.300 livres ont donc été, dès le principe, une charge excessive et exorbitante, totalement injuste et déraisonnable ; et si elle n'avait jamais été modifiée, elle devrait l'être aujourd'hui. Cependant, malgré tout, Saint-Antoine est prêt à acquitter les 1.300 livres selon l'évaluation que le Saint-Siège en a faite.

Le 26 novembre 1436, Simon de Tharamo, avocat de Saint-Antoine, voudrait bien produire de nouveaux documents en faveur de sa partie ; mais il se plaint que les juges lui ont toujours refusé les lettres de citation ou de renvoi qu'il demandait... Au nom des juges, l'archevêque de Lyon répond vivement que de semblables lettres n'ont jamais été refusées à ceux de Saint-Antoine, mais qu'après deux ans il serait bien temps d'en finir. Pour plaire à son collègue Rodenheim, on cite donc l'antonin Mathieu de *Brasatis*, présent au concile, qui exhibe trois pièces, de 1421 à 1428, de peu d'intérêt. Rodenheim croit alors de son devoir de prendre la parole : il répète une fois encore ses quinze articles : il veut, dit-il, montrer par là la fausseté de ceux qui prétendent que le monastère de Saint-Antoine a été fondé et doté avec les biens du monastère de Montmajour, car, dit-il encore, l'hôpital était alors plus opulent que l'est aujourd'hui l'abbaye de Saint-Antoine ; Boniface VIII a été puissamment circonvenu et il a grevé l'hôpital en lui incorporant le prieuré ; les revenus et toutes les offrandes du prieuré ne montaient pas alors au tiers de la pension qui a été imposée : ainsi donc en stricte justice la bulle de Boniface VIII doit être réformée et modérée. Dès l'origine, elle était excessive : toutes les mutations de monnaies et toutes les guerres et les calamités publiques qui ont sévi depuis plus d'un siècle, comme il a été plus d'une fois démontré, exigent que l'on supprime totalement cette pension.

(1) « ... hujusmodi pretensa instrumenta sunt, citra cujuscumque injuriam loquendo, falsa et de falsitate vehementer suspecta, in datis anticipata, in locis suspectis, rasa, viciata, cancellata, ad producentis voluntatem et contra rei veritatem concepta, ac per non habentem potestatem, nulliter et de facto facta et concessa, impertinentia, debitis substantialibus et solemnitatibus juris necnon sigillis authenticis carentia, manu privata conscripta, vana, vaga, obscura, mendosa, iniqua, calumpniosa, de falsa et iniqua materia fabricata, ac alias talia quod eis nulla fides est adhibenda prout ex ipsorum inspectione clare patet et latins dicitur..., de quo protestatur » (fol. 256).

Enfin le cardinal d'Arles et le couvent de Montmajour, comme excommuniés, doivent être privés du droit de poursuivre ce procès ; ou s'ils ne sont pas excommuniés, du moins doivent être déboutés de tout droit à la pension ; l'abbé et le couvent de Saint-Antoine ne doivent plus être inquiétés à ce sujet, et ceux de Montmajour doivent être condamnés à tous les frais... (f^{os} 270-73).

Certes, à défaut de preuves historiques, ces déclarations étaient exprimées sur un ton péremptoire excluant toute contradiction. — Onze mois s'écoulèrent en nouvelles appellations, en renvois successifs, en productions de nouveaux articles, et en auditions de témoins (f^o 285-93). L'absence continuelle de plusieurs commissaires et le départ de l'abbé de Saint-Antoine rendaient la cause languissante.

1437. — Le jeudi 5 décembre 1437, le comité des Douze constate l'accord des quatre Députations exprimé dans leurs réunions des 21 et 26 novembre, des 2 et 3 décembre, sur « la cause dite de Saint-Antoine pendant au concile depuis quatre ans ». Il rappelle toutes les facilités données à l'Abbé pour s'expliquer et établir ses prétentions, et tous les délais qu'il a multipliés pendant des jours et des mois lorsqu'il était présent et depuis son départ, pour éterniser cette affaire. Il est vrai que, pour une part, ces lenteurs doivent être attribuées au départ ou à l'absence prolongée de plusieurs membres de la commission. Il n'y a pas lieu de nommer, selon le désir du cardinal et du couvent de Montmajour, de nouveaux commissaires pour réfuter les calomnies des Antonins ; — ni, comme le demandait l'abbé de Saint-Antoine, de remplacer l'évêque de Lubeck par six autres commissaires revêtus du même pouvoir. L'instruction est épuisée. Le terme péremptoire, fixé à l'Abbé par l'archevêque de Lyon, est passé : il s'est esquivé, *nunc elapsus abbas* ; si on ne le voit plus, ni lui ni les siens, c'est qu'ils n'ont plus rien de nouveau à présenter pour leur défense. Le comité, à la demande du même cardinal et des religieux de Montmajour, décrète donc que, pour ne rien innover, et pour clore une affaire simple comme celle-là et qui dure depuis tant d'années, l'archevêque de Lyon et l'évêque de Lubeck, seuls membres restants de l'ancienne commission, auxquels on accorde toute l'autorité nécessaire fassent, en s'aidant des conseils de quelques Pères du concile, le rapport définitif sur la cause ; et cela malgré les suspensions fréquemment soulevées dans les Députations contre l'évêque de Lubeck.

Le même jour, en congrégation générale, Louis, patriarche d'Aquilée, président des présidents du concile au nom du Souverain Pontife, approuve cette nomination, qui est remise le lendemain aux deux prélats, en la grande église de Bâle, à

la sortie de la messe solennelle de la fête de S. Nicolas, en présence des évêques de Saint-Pons et de Dax (*Aquensis*) (n° 294).

Le 17 décembre, les représentants de l'Abbé, Nicolas Pontan et Jean Rodenhein sont cités péremptoirement à comparaître ce même jour à 3 heures après midi, dans le réfectoire des Augustins, pour exposer de vive voix ou par écrit tout ce qu'ils pensent avoir à proposer. Comme ils ne paraissent pas à l'heure dite et ne présentent aucune excuse, les commissaires demandent que la contumace soit prononcée contre eux et que toutes les pièces de la cause soient remises entre les mains de Jean Bernard, notaire du concile.

1438. — La décision était irrévocable. Il fallait rédiger le rapport général et définitif, base de la prochaine sentence. A l'archevêque de Lyon et à l'évêque de Lubeck, chargés de ce travail, on adjoignit Simon, évêque de Barcelone, G. évêque de Vich (*Vicensis*) (1), et l'archidiacre de Metz. La rédaction exigea de longs jours ; elle fut ensuite proposée et discutée « en diverses congrégations générales de consultants du concile appelés par les commissaires ». Ce rapport qui résume tous les actes du concile sur la question, remplit les folios 300 à 306 du cartulaire : histoire de la pension, mais surtout exposé de la méthode insidieuse et injuste pour Montmajour, par laquelle l'abbé de Saint-Antoine obtint diverses bulles des papes Martin V et Eugène IV, bulles dont finalement on sollicite l'annulation par le concile général.

Le 2 avril 1438, en l'assemblée générale tenue solennellement à l'accoutumée dans l'église cathédrale de Bâle par les révérendissimes et révérends pères les seigneurs cardinaux, patriarches, archevêques, évêques, abbés, docteurs et maîtres composant le saint synode général, le coureur (*cursor*) du concile Jean Kemprer rapporte avoir cité Jean Rodenhein à venir entendre en la congrégation générale le rapport public de la cause. En son absence, les commissaires le déclarent contumace lui et les siens, et décident de passer outre à la procédure, avec renvoi au lendemain vu l'heure avancée.

Le 5 avril, les commissaires, à commencer par l'archevêque de Lyon et l'évêque de Lubeck, donnent leurs suffrages à l'unanimité. — Le samedi 26 du même mois, on procède à la rédaction de la sentence. — Le mardi 29, le patriarche d'Aquilée, sur l'ordre du concile et à l'instance de ses promoteurs, conclut en prononçant la fin des débats ; et les quatre Députations, en ayant demandé et entendu la lecture, conviennent que le mercredi 30 avril la sentence du saint concile soit pro-

(1) G., episcopus Vicensis, fol. 297 et 306. Le prénom *Georgius* est donné en toutes lettres au fol. 298. Cf. GAMS, p. 90.

mulguée « en la cause des monastères de Montmajour et de Saint-Antoine ».

Le mercredi 30 avril, les commissaires examinent une dernière fois la sentence, donnent leur *placet* et apposent la signature de leur main. Le notaire du concile, Louis Staet, fait la lecture des accords ou concordats ; on appelle le procureur de la partie adverse, qui ne paraît pas ; alors le concile adresse une citation directe « à un certain (*quendam*) frère Jean abbé du monastère de Saint-Antoine, O. S. A., au diocèse de Vienne, et à tous et chacun des autres intéressés à la question », sur la cassation de prétendues bulles de Martin V et d'Eugène IV portant réduction de la dette de 1.300 livres p. t. à 410 marcs d'argent estimés valoir 1.300 florins d'or de la Chambre, pour entendre la sentence définitive du concile. A Bâle, dans l'enceinte du couvent des frères Mineurs (1).

De la sentence solennelle du concile, proclamée le même jour 30 avril, dans la grande église de Bâle, nous donnerons seulement le résumé.

« Le très saint concile général de Bâle, légitimement assemblé dans le Saint-Esprit et représentant l'Eglise universelle, le nom du Christ invoqué, et ayant Dieu seul devant les yeux », déclare par cette sentence que les prétendues lettres apostoliques données par le pape défunt Martin V et par le pape actuel Eugène IV pour réduire à 1.300 florins d'or de la Chambre la dette annuelle de 1.300 livres p. t. dues chaque année par l'abbé de Saint-Antoine à l'administrateur ou abbé et aux prieur et monastère de Montmajour selon l'ordonnance du pape Boniface VIII en compensation des pertes subies par ce monastère, spécialement celle du prieuré de Saint-Antoine où reposait le corps du très glorieux saint Antoine ; — tout le contenu de ces lettres et tout ce qui a été ensuite demandé et obtenu contre Montmajour, le saint concile le déclare nul, invalide et sans force, le révoque, le casse et l'annule. Il rétablit l'administrateur et les religieux de Montmajour dans l'état où ils se trouvaient avant la concession de ces lettres, et en possession de recevoir annuellement les 1.300 livres estimées à 410 marcs d'argent fin par la dernière sentence arbitrale que les deux parties ont approuvée. Cette somme, l'abbé Jean de Saint-Antoine et ses successeurs devront l'acquitter à compter du jour où elle n'a plus été payée, et cela sous la peine de privation portée par Boniface VIII. Le concile impose audit abbé Jean et à son monastère le silence perpétuel sur toutes les oppositions, vexations et accusations par eux portées contre le défunt abbé et les moines de Montmajour. — Encore que le saint concile eût pu déclarer que l'abbé de Saint-

(1) Cf. Haller, IV, p. 154-5, 161.

Antoine avait encouru la privation de son abbaye, cependant par miséricorde il s'abstient de faire cette déclaration ; mais il confirme à son égard toutes les dispositions de Boniface VIII sur la quantité, le terme et le lieu du paiement, et la sanction encourue *eo ipso absque alia sententia* en cas de défaut. Enfin l'Abbé est condamné aux dépens légitimes du procès, dont le concile se réserve l'estimation.

La sentence porte la signature de quatre évêques et de deux notaires :

« Sic ferenda videtur michi A[medeo] archiepiscopo Lugdunensi.

« Sic ut prefertur sententia ferenda videtur mihi Johanni Dei gratia episcopo Lubicensi. — ... videtur mihi Georgio episcopo Vicensi. — ... videtur et mihi Symoni episcopo Barchinonensi.

« Ego Johannes Dieulefist, clericus Abrincen. dioc., bacalarius in decretis, publicus apost. auctor. notarius ac in causa hujusmodi coram prefatis rever. mis ac reverendis patribus ac dominis iudicibus et commissariis, necnon sacri Basilien. concilii scriba, registrum scilicet scriptum de originali libro papireo in pargameno transumi seu transcribere feci, ipsumque deinde cum eodem originali de verbo ad verbum collationavi, et ipsum transumptum cum eodem originali concordare inveni : ideo hujusmodi presenti transumpto alienis manibus scripto me subscripsi, signumque meum solitum et consuetum apposui requisitus et rogatus in fidem et in testimonium premissorum. — Au bas du *signum* : Jo. Dieulefist, n. » (1).

« Et quia ego Thomas Chesneloti, clericus Remensis dioc., bacall. in decretis, publicus apost. et imper. auctor. notarius, ... originali registro presens scriptum eidem concordare inveni, idcirco hic signum meum solitum ... apposui... » Au bas de son *signum* : « n. n. Chesnelot not. » (fol. 298-299 v°).

Même texte, au fol. 307-308, avec la signature d'un troisième notaire :

« Ego Raphael Galerii, clericus Constantiensis provincie Rothomagen, publicus apost. et imper. auct. dictique sacri concilii generalis Basilien. notarius et scriba, in prolatione dicte sententie ut premititur... presens interfui, causamque sic proferri audiui. Ideo hic manu mea me subscripsi et signum meum ... consuetum apposui... » *Cum signo*.

Ici (fol. 308), avant la signature des trois notaires, est la date (omise f° 299) de la sentence du concile :

« In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium premissorum presentes litteras sive presens publicum instrumentum hujusmodi ipsius sancte synodi sententiam in se continentes sive continens, ... ipsa exinde fieri et per notarios et scribas suos infrascriptos subscribi et publicari mandavit sueque bulle munimine roborari,

(1) Jean Dieulefist est donc le notaire qui fit transcrire sur parchemin, de l'original en papier, le *registrum*, appelé jusqu'ici « cartulaire de Montmajour », que nous étudions en ces pages.

...lata et in scriptis promulgata fuit hec presens sententia per sanctam synodum in generali ad hoc indicta congregatione in ipsa majori ecclesia Basilien. pro generali congregatione ejusdem celebranda specialiter deputata mane hora consueta ad supradicta pro tribunali sedente : sub anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo tricesimo octavo, indictione prima, die vero mercurii ultima mensis aprilis, pont. domini Eugenii pape quarti anno octavo, Presentibus ibidem ven. dom. Jacobo Olant et Wulielmo Kirmer de Constantia, d. sancte synodi causarum judicibus, et pluribus aliis fidedignis testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogatis. »

L'abbé de Saint-Antoine, invité au concile de Bâle en 1432, avait été incorporé le 4 janvier 1434 et assigné à la Députation de la réforme. Quel rôle joua-t-il dans cette Députation ou dans les trois autres ? Aucun texte de Haller ne permet de le préciser.

Dans le procès financier où il se voit personnellement engagé et qui dure quatre ans entiers, il remue toute l'histoire de son Ordre y cherchant des moyens de défense, auxquels la commission conciliaire refuse toute valeur probative. Sans jamais varier, Montmajour, soutenu et dirigé par le cardinal Louis Alleman, émet la prétention de faire casser par le concile les bulles de Martin V et d'Eugène IV données en faveur de Saint-Antoine ; à aucun moment, notre Abbé ne s'élève contre cette atteinte à l'autorité suprême du pontife de Rome. Vraisemblablement, il pensait sur ce point comme la majorité des Pères. Se voyant condamné, du moins accepte-t-il comme juste la sentence du concile ? On ne saurait répondre par l'affirmative. Le premier terme de la Trinité passe, sans qu'aucun versement soit effectué, et l'on voit reparaître la méthode usitée avant le concile. Le 13 septembre 1438, le cardinal et le couvent de Montmajour font mettre arrêt et saisie sur la pension de 190 florins que la commanderie de Lyon, unie à la mense abbatiale, doit annuellement à l'abbé de Saint-Antoine (1). L'abbé Jean de Polley avait quitté ce monde le 5 [non le 10] juillet de cette année (2).

Après le concile, l'histoire de la pension se trouve liée inséparablement à l'histoire des reliques de saint Antoine. Dassy a

(1) *Rhône*, c. 354, parch. orig.

(2) « A la mémoire de Jean de Polley, onzième abbé de Saint-Antoine, s'attache un fait bien digne de mémoire. Appelé par Eugène IV au concile de Bâle, le successeur d'Arthaud de Grandval captiva par son savoir l'attention universelle des Pères ; mais lorsque les troubles qui divisèrent l'assemblée vinrent à éclater, Jean de Polley, indigné de l'opposition dirigée contre Eugène, se retira en protestant au nom de son ordre. L'abbaye lui rendit pour sa noble conduite des actions de grâces solennelles : fière de l'illustration de son chef, elle montrait encore, peu avant sa suppression, le bref mémorable que le Pontife de Rome lui adressa pour le féliciter de sa fermeté et de la pureté de sa doctrine ». *L'Abbaye de Saint-Antoine*, p. 169-170.

Le lecteur jugera si un tel éloge ressort des actes du concile de Bâle. Cependant Dassy cite plusieurs fois le Cartulaire de Montmajour qu'il eut en mains...

tracé l'une et l'autre (1) à l'aide de Falco (2) et de l'*Inventaire des titres de l'abbaye* (3). Nous les résumerons aussi brièvement que possible.

Le 24 juillet 1441, au parlement de Toulouse, les Bénédictins proposent aux Antonins de rendre à Montmajour les reliques de saint Antoine, et il leur sera payé en retour une pension plus considérable que celle qui leur est réclamée. Les Antonins, on le comprend, repoussent énergiquement ce honteux marché. — De nouveau, la pension fut payée irrégulièrement, et par des combinaisons diverses. Le 18 novembre 1455, le dauphin Louis XI donne pour cela 1.200 écus d'or. Le 1^{er} janvier 1458, le pape Pie II assigne dans le même but, à l'abbé Humbert de Brion pour sa vie durant, la somme annuelle de 1.500 florins d'or à prendre sur la commanderie de Bailleul en Flandre. Cet Abbé mourut quatre mois après. — Louis XI, toujours dévot à saint Antoine, avait fait le vœu de libérer pour toujours son cher monastère de cette lourde charge. Il ordonna (1471) de payer sur son trésor tout l'arriéré de la pension, malgré l'opposition faite précédemment par Benoit de Montferrand, abbé de Saint-Antoine (4). A la mort du roi (1483), l'abbé Antoine de Brion n'eut garde de reprendre le paiement; et en sa faveur, le pape Innocent VIII répondit aux réclamations et aux appels des moines de Montmajour en leur imposant silence et en réduisant la pension de moitié (6 mai 1486). Le 30 juin 1487, il rejette un nouvel appel, et permet aux moines, pour compenser la réduction précédente, d'unir plusieurs bénéfices de l'Ordre de Saint-Benoît ou de Cluny, jusqu'à concurrence de 800 livres de revenu, pour atténuer les charges de leur monastère... L'archevêque d'Arles, Nicolas Cibo, pour échapper à tant de tracas, donne sa démission d'abbé commandataire de Montmajour. Le Pape croit devoir profiter de cette vacance pour supprimer l'abbaye et l'ériger en commanderie générale de Saint-Antoine avec cette clause finale : au cas où l'union serait rompue, le Pape décharge à perpétuité l'abbaye de Saint-Antoine de toute prestation de pension à Montmajour, nonobstant toutes les concessions faites par lui-même et par ses prédécesseurs (2 juin 1490). Une autre bulle, du 28 juillet 1491, modérait légèrement la précédente : Montmajour gardait le titre de monastère et non plus de commanderie; les Bénédictins pouvaient conserver leur habit, mais ils ne devaient ni élire ni demander un Abbé, ni recevoir aucun nouveau moine.

Cette fois, la mesure débordait...

(1) Dans *Le trésor de l'église abbat. de Saint-Antoine...*, 1855, p. 65 et suiv.

(2) Fol. 96, 97, 98 et 103.

(3) Art. 55 à 69.

(4) PILLOT, *Actes du dauphin.. Louis XI*, II, p. 208 n.

Le récit des graves événements qui suivirent cette union et en furent la conséquence, notamment la querelle des Reliques, nous entraînerait trop loin... L'abbé Théodore de Saint-Chamond ne put prendre possession de Montmajour... Des personnages distingués et bien avisés, comprenant que toute pacification était impossible en l'état présent des choses provoquèrent des conférences qui se tinrent en la ville de Valence et aboutirent à cet accord suprême, sanctionné par le pape Alexandre VI le 31 décembre 1495 (1) : Saint-Antoine renonçait à posséder Montmajour malgré lui ; Montmajour renonçait enfin à réclamer sa pension deux fois séculaire.

II. — LES DOCUMENTS DU « CARTULAIRE ».

« L'histoire est la messagère de la vérité, nous dit Cicéron, et son premier devoir est de ne jamais rapporter de fausseté. L'exactitude d'un récit se confirme surtout par la relation des témoins ; et mieux vaut un témoin oculaire que dix autres par ouï-dire. Toute histoire qui ne serait basée sur l'un de ces témoignages encourrait, à bon droit, le soupçon de fausseté, et la critique des personnes instruites la rangerait certainement parmi les fables sans intérêt. Tel a été le sort des divers écrivains qui ont cherché à faire la lumière sur les origines du monastère de Montmajour [*ajoutez : et de celui de Saint-Antoine*]. Au lieu de suivre la trace de quelques rares documents qui nous sont parvenus, ils se sont fiés à leur imagination et se sont éloignés du chemin de la vérité... Mais les origines de cet illustre monastère, enveloppées de profondes ténèbres, resteront-elles donc toujours ensevelies dans la poussière et l'abandon ? De même qu'une main hésitante tâte au milieu des ténèbres de la nuit le seuil perdu, peut-être pourrions-nous faire jaillir une étincelle de vérité des conjectures suggérées par les chartes qui nous sont parvenues et les anciennes traditions... »

« ... La dévotion à saint Antoine était très répandue en France, mais devint l'occasion de divers scandales. Dans le but de réserver au pays la possession de ses reliques, on inventa des contes de bonne femme, et les profits qu'on retirait de ce précieux dépôt furent la cause des procès les plus dispendieux et l'origine des plus graves dissensions entre deux ordres religieux ; troubles qui donnèrent lieu à des scènes de violence, de pillage, à des meurtres et à la destruction complète du culte divin. La charité chrétienne nous ferait un devoir

(1) Falco dit (fol. 103) : « Et hic tot litium... exitus et finis fuit anno mill. quingentesimo secundo.. » Cette date de 1502 n'est justifiée par aucun document.

de passer sous silence tous ces désordres aussi ridicules qu'indignes d'hommes religieux ; mais au point de vue de l'histoire, dont le but est d'instruire en exposant les faits, nous sommes obligés d'en parler. Ce fut un déchaînement de passions humaines qui souilla à tel point des hommes voués au service de Dieu, qu'il les entraîna à des actes qu'on trouverait blâmables de la part de reîtres et de soldats brutaux... »

Ces deux pages (1 et 203) de l'*Histoire de Montmajour* par CHANTELOU, nous les faisons nôtres en les appliquant à Saint-Antoine. Mais il convient de laisser d'abord les Antonins et les Bénédictins raconter leurs origines au concile de Bâle. Il y a nécessairement des ressemblances, mais il y a plus encore des divergences notables que l'on ne rencontre nulle part ailleurs.

1. **La version des Antonins** (1). Au diocèse de Vienne se trouvait jadis une ville (*villa*) alors appelée « la Motte » et aujourd'hui « Saint-Antoine » : c'est là qu'est situé le monastère de ce nom. Le seigneur de Châteauneuf de l'Albenc en avait autrefois le domaine temporel. — Pendant une longue période, de temps immémorial, et longtemps avant que le corps de saint Antoine fût apporté de Constantinople au pays du Viennois, il y avait dans cette ville de la Motte une église paroissiale et un vaste et dévôt hôpital déjà nommé « de Saint-Antoine », distant d'un jet de pierre, richement doté, où l'hospitalité était pratiquée avec un grand dévouement ; le chef s'appelait Dom ou Maître ; de nombreux frères y formaient un couvent ; des commanderies, baillivies et maisons sous le nom de Saint-Antoine, fondées en diverses parties du monde chrétien, étaient soumises au Dom et à l'hôpital, au nom

(1) C'est (fol. 189-191) l'exposé historique le plus clair fait au concile de Bâle par les Antonins. — Le 23 sept. 1434 (fol. 22 et 112^v), leur premier récit manque de cohésion et témoigne de l'embarras pour expliquer certains points indéniables. Ils disaient notamment que les hospitaliers n'ayant pas de chef choisirent l'un d'entre eux, qui reçut le titre de Dom ou Maître. Outre l'antiquité immémoriale du prieuré et de l'hôpital, antérieure même à l'arrivée des Reliques, ils avouaient que le prieuré et l'abbaye de Montmajour exerçaient une certaine supériorité sur le Dom et les hospitaliers. A l'aide des aumônes faites à l'hôpital en reconnaissance des guérisons dues aux reliques de saint Antoine que le seigneur de Châteauneuf lui avait données, le Dom avait fondé en l'honneur de Notre-Dame un « collège » de quelques religieux portant le *tau* comme les hospitaliers et y célébrant les heures canoniques. Mais bientôt s'éleva un différend au sujet des heures canonicales célébrées dans la même église par les hospitaliers et par les moines, et au sujet de la direction des malades de l'hôpital. A l'occasion des aumônes considérables faites au collège de Notre-Dame, le prieur de Saint-Pierre de Montmajour de ce temps-là (*sic*) en conçut de la jalousie et prétendit se les attribuer. Il en résulta des procès et des scandales, auxquels le pape Boniface VIII, sur l'avis des cardinaux, mit un terme en renvoyant à Montmajour le prieur de Saint-Pierre de la Motte (*sic*) et ses moines et en unissant le prieuré à l'hôpital « sans faire aucune mention du collège de Notre-Dame ». Et ensuite (*postmodum*) il imposa aux frères portant le *tau* de pratiquer l'hospitalité avec la règle de saint Augustin. — Pour le lecteur pen au courant de cette histoire, disons que ce « collège de Notre-Dame » n'est autre que « l'église Notre-Dame », érigée ensuite de l'accord du 29 janvier 1209. Cf. nos *Origines de Saint-Antoine*, p. 58. (*Bull. de Soc. d'Arch. Drôme*, 1908, p. 71).

duquel des quêtes se faisaient alors comme maintenant en vertu de privilèges apostoliques. — Il n'est donc pas vrai, comme le prétendent nos adversaires, que l'hôpital ait jamais été soumis en façon quelconque au monastère de Montmajour, lequel y aurait placé des clercs séculiers ; mais il fut toujours indépendant, sous la direction du Maître d'abord, puis de l'Abbé. — Le Dom, comme l'Abbé de nos jours, convoquait chaque année les commandeurs au chapitre général, et les commandeurs lui obéissaient comme à leur chef immédiat et lui rendaient compte. — Par la grâce de Dieu et de saint Antoine, le Dom était assez riche (*satis habundans*), et il recevait sans les partager les offrandes et les legs des fidèles faits en l'honneur de saint Antoine.

Le seigneur temporel de Châteauneuf et de la Motte s'appelait alors JAUCELIN ; ce baron, puissant et valeureux à la guerre, partit aux pays d'outre-mer, guerroya contre les infidèles pendant quelque temps, séjourna à Constantinople, puis songea à revenir en France. L'empereur grec qui possédait le corps de saint Antoine, informé que dans la ville de la Motte au diocèse de Vienne il y avait un magnifique (*solenne*) hôpital de Saint-Antoine, désirant également faire plaisir au baron et le récompenser, persuadé que ce glorieux corps pouvait être honoré dans cet hôpital mieux qu'ailleurs, le donna et remit au baron pour cette destination. Le seigneur de Châteauneuf partit donc de Constantinople, aborda à Marseille, et déposa la précieuse relique dans la commanderie de cette ville de Marseille déjà fondée et soumise au Dom de l'hôpital ; ensuite il l'apporta à Châteauneuf de l'Albenc distant de Saint-Antoine de quatre lieues, où lui et ses successeurs la gardèrent durant de longues années (*per multa tempora*) dans leur forteresse qui était un lieu profane. — Voyant cela, et considérant aussi que le seigneur temporel portait avec lui dans les batailles ces saintes reliques comme une protection assurée, le Maître lui fit des observations sur sa conduite et sur son refus de déposer les reliques dans l'hôpital comme il le devait faire ; un conflit surgit à cette occasion entre le seigneur qui était redoutable pour sa puissance et le Maître de l'hôpital, qui le dénonça au siège apostolique. — Obligé de céder, mais par dépit contre le Maître qui l'avait réduit à cette extrémité, le seigneur de Châteauneuf demanda à l'abbé de Montmajour de lui envoyer des moines pour fonder un prieuré de l'ordre de Saint-Benoît dans une église paroissiale dont il avait le patronage et qu'il leur céderait avec les reliques du Saint. Ce prieuré resta entre les mains des moines jusqu'au temps de Boniface VIII.

La présence des reliques attira les foules à l'église du prieuré ; mais la charité les attirait davantage à l'hôpital, parce que les commandeurs et les frères de Saint-Antoine répandus dans le monde entier engageaient le peuple à visiter

l'hôpital : il en résultait que presque toutes les offrandes allaient à l'hôpital et non au prieuré. — Une querelle s'éleva entre les hospitaliers et les moines, les premiers soutenant que les reliques leur appartenaient : de là des discordes et même des meurtres. Les moines se placèrent alors sous la garde du seigneur temporel, auquel ils payèrent pour ce sujet un cens annuel. — En 1292, le 20 août, le seigneur, avec la licence du dauphin de Viennois, vendit la ville et le château de Saint-Antoine, la garde du prieuré et le territoire avec tous ses droits, au frère Aymon maître de l'hôpital : l'on voit ainsi à quelle époque l'hôpital acquit le grand honneur de garder les reliques de saint Antoine.

L'année qui précéda cette vente, le Maître reçut en arrentement, du seigneur de la ville d'accord avec les moines, le prieuré avec tous ses droits et ses dépendances au prix annuel de cinq cents livres tournois. Il succédait par là au seigneur temporel en tous ses droits, et même en la garde du prieuré. — Ainsi à l'époque de l'érection du prieuré en abbaye, l'abbé et le couvent de Montmajour ne recevaient rien du prieuré de Saint-Antoine, qui consommait sur place ses revenus et ses ressources. — A cause des querelles qui s'envenimaient de plus en plus entre les deux maisons et présageaient de plus grands maux, et aussi parce qu'il était plus convenable que les frères hospitaliers de Saint-Antoine, plutôt que les moines, possédassent le corps du Saint dont ils portaient le nom, le pape Boniface VIII libéra le prieuré de toute dépendance à l'égard de Montmajour, l'érigea en abbaye et l'unit en même temps à l'hôpital. Le pape s'était laissé circonvenir en faisant cette union qui était une charge pour les hospitaliers, car toutes les offrandes du prieuré ne montaient pas au tiers de la pension qu'il leur imposa. Le prieuré valait alors 300 livres viennoises ou environ ».

Nous ne saurions étouffer ce dernier cri de détresse arraché aux Antonins en 1489 : Les procès occasionnés par la pension furent si onéreux, et la gêne qui en résulta pour les abbés de Saint-Antoine fut si profonde que « il est mort quatre ou cinq abbés de poureté misere et mercurollie incontinent l'un après l'autre, tellement que en moins de cent ans sont mors bien unze abbés dud. monastère ». Depuis l'érection de l'abbaye jusques au temps où la pension fut modérée, soit 150 ans ou environ, « ceux de Montmajour ont receu plus de 200 mille ducats d'or, laquelle somme excède quasi *in infinitum* l'estimation raisonnable du prieuré et de ses revenus ». Ils demandent donc au roi et à son grand Conseil de maintenir la pension modérée à 750 ducats annuels (1).

(1). Arch. des Bouches-du-Rhône, fonds de Saint-Antoine, H. 3513, Mémoire sur lad. pension.

2. **La version des Bénédictins.** Les moines de Montmajour renchérissent sur les Antonins et accordent à leur abbaye une origine apostolique. Nous laissons à d'autres le soin d'apprécier le texte que nous reproduisons en note (1).

Passant en Dauphiné, les Bénédictins s'expriment de la sorte :

Un noble seigneur nommé Jocelin, fils du comte saint Guillaume du désert, — et que l'on dit avoir été l'un des guerriers (*pugnatoribus*) de l'invincible empereur Charlemagne, — rapporta en Dauphiné le corps et les reliques de saint Antoine que lui avait donné l'empereur de Constantinople. Il portait souvent ce précieux trésor comme un palladium dans les batailles. Guigues Didier, héritier et imitateur de Jocelin, reçut du Pape l'ordre de confier les saintes reliques à quelque monastère vivant dans la régularité : il choisit donc à cet effet l'abbaye de Montmajour. « Ce récit se trouve dans divers écrits et surtout dans la translation de saint Antoine publiée par saint Athanase, archevêque d'Alexandrie, et dans les histoires ecclésiastiques, au chapitre dixième. Et cela est vrai » (2). Guigues Didier, plein de dévotion pour saint Antoine, donna à ces religieux un emplacement solitaire et boisé (3), alors

(1) « Parmi les églises métropolitaines et cathédrales de la Provence fondées il y a plus de treize cent cinquante ans, brille la métropole d'Arles, qui reçut la prédication, les exemples et les miracles du bienheureux Trophime, disciple de Notre-Seigneur Jésus-Christ, cousin de l'apôtre saint Paul, d'Etienne le premier martyr, et de Gamaliel le savant docteur de la loi ; envoyé dans ce pays par saint Pierre le prince des apôtres en la vingt huitième année après l'Ascension du Seigneur, il fonda et dota cette église que le prince des apôtres érigea en cathédrale et à laquelle il le préposa pour évêque et premier pasteur. Entr'autres églises du diocèse d'Arles, saint Trophime édifia celle du monastère de Montmajour en l'honneur de Dieu, de la bienheureuse Vierge Marie sa mère, et de saint Pierre. Elle fut puissamment dotée et se développa merveilleusement. C'est ce que rapporte la légende de saint Trophime. — La ville d'Arles fut prise plus tard, et le monastère de Montmajour détruit par les païens fut restauré splendidement par Charlemagne .. C'est ce qu'on lit dans plusieurs récits, en particulier dans la gravure très ancienne (*antiquissima scriptura*) de la pierre qui est placée sur la porte de la chapelle de la Sainte-Croix. Et cela est vrai » (fol. 146).

Le bénédictin Claude Chantelou, sans s'arrêter à cette antiquité incomparable, place la fondation de Montmajour « vers le milieu du dixième siècle ». *Historia mon. S. Petri Montismajoris*. Dans les pages suivantes, nous citerons souvent cet ouvrage (ms. 554 de la Méjanes, à Aix, copie de 1757, 345 pp.) De longs passages se rapportent à Saint-Antoine : p. 122-131, *Divi Anthonii apud Viennenses coenobii origo* ; — p. 149-150, *...progressus* ; — p. 249-253, *prioratus S. Anthonii... erigitur in abbatiam et caput ordinis...*

Chantelou ne donne jamais la référence au volume qui fait l'objet de notre étude ; en un passage cependant, il l'indique de façon manifeste, et il lui emprunte plusieurs documents, par ex., p. 310-317, « *Decretum synodi Basiliensis in favorem mon. Montismajoris contra Antonianos*. » C'est dans cette *Historia* de Chantelou qu'il faut chercher le vrai *Cartulaire de Montmajour* : les documents y sont reproduits in-extenso à partir de l'année 949.

Le baron du ROURE, *Histoire de Montmajour*, dans la *Revue histor. de Provence*, Marseille, t. III, 1890-91, 352 pages, a donné en français l'ouvrage de Chantelou jusqu'à l'année 1259. Nous mettrons à profit cette traduction.

(2) Sur cette première partie les Bénédictins n'ont pas d'opinion personnelle : ils ne font que répéter ce que les Antonins ont copié partout. La légende ne s'en trouve nullement confirmée, comme on le verra plus loin.

(3) Le lieu s'appelait anciennement « *Mota nemorosa* » ; mais rien ne prouve qu'à cette époque le voisinage immédiat de l'église fût encore boisé.

appelé la Motte et maintenant Saint-Antoine au diocèse de Vienne, pour y construire un grand (*solemne*), monastère, où seraient gardées à perpétuité les reliques de saint Antoine. Il assigna à ces moines de Montmajour, pour leur subsistance, entr'autres possessions, des terres avec sept églises, leurs dîmes et toutes leurs appartenances ; et l'église du prieuré de Saint-Antoine fut dès lors régie par eux dans la discipline religieuse et sous la dépendance de Montmajour.

Le prieuré se développa et Dieu multiplia les miracles par les reliques de saint Antoine surtout en faveur des malades atteints du mal vulgairement appelé le feu Saint-Antoine, dont la multitude avec celle des pèlerins ne cessait de s'accroître. Ce que voyant, Guigue Didier, par dévotion et charité, donna encore aux moines du prieuré un lieu voisin pour y construire une vaste demeure, où les malades et les passants seraient logés gratuitement et entretenus par les aumônes des fidèles. Tous ces gestes de Guigue Didier et d'autres encore se lisent dans des livres anciens et authentiques. Cette splendide maison (*solemnissima domus*) fut élevée selon les désirs de Guigue : on l'appela et on l'appelle encore aujourd'hui « la maison de l'aumône ou l'hôpital de Saint-Antoine » ; les moines y établirent pour gouverner les pauvres du Christ des personnes laïques que l'on appela « hospitaliers », lesquels ayant un « maître » à leur tête continuèrent leur office de charité sous l'autorité (*ad mandatum*) de l'abbé de Montmajour, par l'intermédiaire du prieur et de ses religieux. Mais cette autorité fut sans cesse contestée. — Les miracles du Saint suscitèrent la fondation de nombreux hôpitaux ou commanderies en France et dans les autres pays de la chrétienté ; on les considérait comme des dépendances du prieuré, qui fut plus tard uni à la mense abbatiale de Montmajour. L'Abbé de ce monastère recevait alors chaque année la somme de vingt mille ducats d'or provenant des offrandes de ces hôpitaux. Les hospitaliers imaginèrent alors d'envoyer partout des quêteurs solliciter les aumônes « pour les pauvres de l'hôpital » : ce qui causait un grave préjudice à l'église du prieuré. Les papes Honorius III (1223) et Grégoire IX (1241) défendirent aux archevêques et évêques de recevoir ces quêteurs. — Sans que les abus précédents eussent cessé, il y eut, au temps d'Innocent IV, une nouvelle controverse au sujet des dîmes, des quêtes dans les deux églises, de la sonnerie des cloches, du cimetière commun et autres querelles de voisinage. Pour éviter de plus grands maux et des scandales l'affaire fut confiée au cardinal Hugues de Sainte-Sabine, lequel, au nom du Pape, rendit à Lyon, le 2 juin 1246, une sentence arbitrale (1). Les Hospitaliers acceptèrent la sentence, mais ils n'en recoururent pas moins à

(1) Le texte se trouve dans du Roure, *Hist. de Montmajour*, p. 325-29.

l'archevêque de Vienne qui, « pour les contenter au moins une fois et pour le bien de la paix », fit une déclaration acceptée par les deux parties. — Toutes les offrandes quotidiennes et les dons testamentaires appartenaient (par droit primitif et supérieur) au prieuré : le Maître prétendait au partage. Le pape Clément IV, par sa bulle du 18 juillet 1268, trancha la querelle en déclarant que tous les legs et les offrandes faits à saint Antoine, sans attribution spéciale, devaient aller au prieuré. — La paix momentanée ne revenait qu'après l'entremise de l'Ordinaire ou une sentence du Souverain Pontife. « Les vexations étaient incessantes, et ils cherchaient en leur suscitant une foule de procès à les obliger de quitter le prieuré et de retourner à Montmajour, comme ils l'obtinrent finalement par leurs importunités » (fol. 148). — Les Bénédictins ajoutent avec force : « Tous et chacun de ces points est vrai, et tous ceux qui habitent le pays et connaissent l'histoire peuvent en témoigner : *est publica vox et fama.* »

3. Critique des deux versions. Dans les origines de Saint-Antoine, il faut considérer deux périodes : la première, préhistorique et légendaire, comprend les temps antérieurs à l'année 1083 ; elle ne présente *aucun document*, et il n'y a lieu de s'en occuper que pour les translations des reliques de saint Antoine : elle se résume dans le nom de JOCELIN, dont nous parlerons en dernier lieu. La seconde période, historique et documentée, commence à l'année 1083 pour aboutir à l'érection de l'Abbaye (1297) ; les documents sont relativement nombreux : avant 1209, ils intéressent seuls les Bénédictins ; les suivants parlent soit des Bénédictins ou des Antonins, soit simultanément des uns et des autres. C'est par cette période historique que nous commencerons.

Nous adoptons cette méthode, qui n'est pas chronologique, mais cependant raisonnée : car il faut d'abord établir sur les documents le fondement inébranlable de cette histoire ; c'est sur lui que les diverses légendes se sont appuyées en le déformant et en cherchant à le renverser (1). —

Les origines de Saint-Antoine ont été tracées par Aymar Falco dans son *Antoniane* (1534), premier livre imprimé qui ait parlé du sujet ; — elles ont été discutées par Claude Chantelou († 1664) ; mais les critiques du savant bénédictin sont demeurées inédites et à peu près ignorées jusqu'à ce jour.

(1) Dans les pages qui vont suivre, le lecteur pourra reconnaître tels chapitres que déjà nous traitions, mais avec moins d'assurance, dans nos *Origines de Saint-Antoine* (1908). Nous n'avons rien à rétracter, sauf sur Guigue Didier dont la donation nous a été révélée par le Cartulaire de Montmajour. De son côté, Chantelou (*Histoire de Montmajour*) est venu confirmer une foule d'appréciations et de critiques que nous avions formulées sans son aide : par exemple sur la donation de Gontard et le décret de Calixte II. Chantelou dit encore que les Hospitaliers restèrent deux siècles sans professer les vœux de religion. *Origines*, p. 43 (*Bull. cité*, 1907, p. 386) ; etc.

Une idée fixe semble obséder Falco et les Antonins de tous les siècles, dans la façon de présenter leur histoire primitive et la fondation de leur Ordre : *leur antériorité sur les Bénédictins* (1). Pour faire triompher cette théorie, ils ne reculent devant aucun procédé ; ils repoussent les documents nombreux et précis que les Bénédictins leur opposent ; ceux qu'ils possèdent eux-mêmes et voient leur être contraires, ils les expliquent à contre-sens ou les dissimulent pour leur substituer des récits fabuleux qu'ils étendent à plaisir à une période plusieurs fois séculaire. De la sorte, l'histoire, au lieu de reposer sur un fondement solide, devient un tissu de légendes sans chronologie, avec des personnages méconnaissables. — Cet Ordre religieux, si puissant qu'il couvre le monde de ses fondations, semble rougir de prononcer le nom de son fondateur « Gaston et ses huit compagnons », que Falco sera seul à nous révéler (2) : il préfère refouler sa naissance dans la nuit des temps, jusqu'au siècle de Jocelin et de Charlemagne. Cette prétention extravagante est de celles que Chantelou assimile à peine aux contes de vieille femme, *fabulas plus quam aniles*. Sur le premier siècle de son existence (le x^{ie}), cet Ordre ne sait RIEN... Sur le suivant, on souhaiterait d'être moins documenté, car c'est une querelle ininterrompue, une guerre de cent ans, où les meurtres (*strages*) ne font pas défaut, et qui prend fin, au dire de Falco, par une escalade nocturne et l'expulsion brutale de leur demeure des moines à demi-vêtus... (3).

Au concile de Bâle, pressés de justifier leur prétention contre la pension qu'ils trouvent excessive et même totalement injuste dès l'origine, ils tergiversent et s'excusent : la réclamation des Bénédictins, disent-ils, les étonne et les prend au dépourvu ; ils n'ont pas en mains leurs moyens de défense, les preuves historiques. On insiste. Ils ne peuvent les aller chercher parce que les routes ne sont pas sûres, et il faudrait aller à Saint-Antoine, à Rome, à Poitiers, à Toulouse, etc. Trois années passent ainsi. Menacés d'excommunication, ils se résignent à faire des recherches dans leur Abbaye : pendant quatre mois, les archives sont fouillées. On trouve des parchemins dont on fait une prudente sélection, et l'on emporte à Bâle les documents dont on est sûr : ils sont tous du xⁱⁱⁱ^e siècle ; le plus ancien est une bulle de Grégoire IX, du

(1) Cf. *Origines de Saint-Antoine*, p. 6 (Bull. cité, p. 96).

(2) Ce fondateur est l'un des rarissimes Antonins inscrits au *Répert. biogr.* de M. U. Chevalier : « Gaston (v^e) fonde l'ordre de Saint Antoine fin du x^e s. »

(3) Au concile de Bâle, les Bénédictins comme les Antonins se contentent de dire que Boniface VIII renvoya (*dimisit*) les moines à Montmajour. L'année n'est indiquée nulle part, et pas un mot ne rappelle la scène tragique dont parle Boniface VIII lui-même (16 mai 1296) : « ...magister et fratres ad ecclesiam et prioratum predic^{ti} nocturno tempore accedentes ejectis exinde priore et monachis dicti monasterii..., ecclesiam et prioratum prefatos per violentiam occuparunt et detinent occupatos... »

6 octobre 1232. Ces pièces sont examinées minutieusement par la commission conciliaire. On constate une rature, et l'on demande aussitôt aux Antonins s'ils prétendent faire usage de ce document, où le mot *hospitale* a été remplacé par *monasterium* : fraude qui mérite l'excommunication (1). Les autres documents présentés, on ne prouve rien ou prouve contre eux. Voilà pour les textes. Quant aux affirmations gratuites sur leurs origines, le concile semble les lire avec un haussement d'épaules, les déclare impertinentes et refuse d'y répondre. Dès cette heure-là, la condamnation des Antonins est décidée.

Nous pouvons affirmer que les Antonins ont délibérément dissimulé des documents antérieurs, qui les condamnaient en justifiant le droit des Bénédictins. Ces documents — qui seront utilisés ou même publiés par Falco dans son *Antoniane* (1534) et placés par Guillaume Autin en tête de son *Inventaire des titres de l'Abbaye* (1681) — étaient restés à Saint-Antoine lors du départ précipité des moines vers l'année 1291 ; ils étaient inconnus des Bénédictins qui ne purent s'en servir. Les Antonins les connaissaient ; en les dissimulant, ils cherchaient à tromper le concile. Ce sont, en remontant l'ordre chronologique : 1° l'autorisation (29 janvier 1209) donnée aux Hospitaliers de construire, sous certaines restrictions, la chapelle de Notre-Dame ; 2° la confirmation faite au prieur de Saint-Antoine par le pape Luce III (9 avril 1184) des sept églises du Viennois ; 3° le décret de consécration de l'église de Saint-Antoine par le pape Calixte II (20 mars 1119) ; 4° et surtout la donation à Montmajour des sept églises par Gontard, évêque de Valence et vicaire de la métropole vacante de Vienne (1083) (2).

Il est un personnage, *Guigue Didier*, dont les Antonins ne peuvent supporter le nom, d'autant moins que les Bénédictins lui attribuent un rôle prépondérant dans la double fondation du prieuré et de l'hôpital. Cette répulsion ridicule ne marque-t-elle pas que là est le point faible de tout leur échafaudage ? A chaque insistance et précision des Bénédictins sur les circonstances de l'établissement de l'hôpital, ils répondent, sans esquisser la moindre preuve, par une fin de ne pas entendre. Tout ce qui précède le xiii^e siècle, ils l'affirment gratuitement, avec force détails, mais en se gardant bien d'indiquer une source historique qu'on les eût sommés de produire.

(1) Dans les *Origines de Saint-Antoine*, p. 50-51 (*Bull. cité*, p. 394), nous avons déjà signalé de semblables altérations de texte, intentionnelles ou non, qui empêchent de dater les documents sans crainte d'erreur.

(2) Cet acte primordial non daté, emprunté à l'*Inventaire des titres*, art. 1^{er}, a été publié pour la première fois par Dom Dijon, *Eglise abbatiale de Saint-Antoine*, 1902, append., p. viii. Dans nos *Origines de Saint-Antoine*, 1908, p. 4 (*Bull. cité*, p. 94), nous l'avons fixé à l'année 1083, et cette date a été acceptée par Ul. Ch., dans son *Regeste Dauphinois*, n° 2366.

Tout autre est la méthode des Bénédictins. Ils ont engagé leur procès au concile en produisant deux bulles, celle de Calixte II, du 9 avril 1123, qui prouve leur possession de l'église de Saint-Antoine et confirme les bulles antérieures d'Urbain, Pascal et Gélase II, — et celle de Boniface VIII (1297) qui établit leur droit à la pension annuelle. Ils réfutent tous les dires fantaisistes des Antonins par des documents datés ou tout au moins de provenance authentique. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à relire leur exposé « qui a tout au moins l'avantage, comme Chantelou le fait observer, d'être assez sobre de détails et de n'introduire aucun personnage fictif ».

Leur principal document est la donation des quatre églises au monastère de Montmajour faite par Didier Mallen et son fils Guigue (1). Elle est sans date ; mais il est facile de lui en assigner une très approximative : cette donation est, en effet, identique à celle de Gontard, puisqu'il s'agit des mêmes églises données à la même abbaye de Montmajour ; mais l'une est faite par le seigneur temporel pour ce qui le concerne, et l'autre par l'autorité ecclésiastique ; celle-ci confirme la première et doit l'avoir suivie à un court intervalle : elles sont donc toutes deux de l'année 1083.

Sans posséder le texte de Gontard, les Bénédictins ont dans la donation de Guigue Didier une solide base historique. A cette donation, ils en ajoutent une seconde, celle d'un terrain voisin du prieuré, pour la construction de l'hôpital. L'affluence des malades en impose la prompte organisation ; on accepte les dévouements qui se présentent, ou bien l'on choisit pour sa direction « des personnes séculières que l'on baptise du nom d'hospitaliers » : ainsi s'expriment les Bénédictins. Ils n'ont pas conservé le nom du fondateur, et au concile de Bâle les Antonins avaient oublié ou ils reniaient le nom de leur père ! On peut du moins en conclure qu'il avait joué sur la terre un rôle sans éclat (2). Mais si du premier de la lignée des Grands Maîtres on connaît à peine le nom, que sait-on de plus de ses successeurs ? car il ne faut pas prendre pour des certitudes les timides assertions de Falco. Ces « Grands Maîtres » s'agitaient beaucoup ; ils voyaient le nombre

(1) Rappelons que les Bénédictins découvrirent ce document, pendant le concile de Bâle, en la possession d'un curé de Toulouse...

La première église nommée est toujours celle de Saint-Antoine ; mais le nombre varie : la donation de G. Didier en mentionne quatre seulement, Gontard en ajoute une cinquième (Saint-Hilaire) ; la bulle de Luce III (9 avril 1184) en nomme sept. Cependant il n'est pas rare de voir attribuer à l'un ou à l'autre la donation de sept églises. Cette expression inexacte n'atteint pas la substance de l'acte. Cf. *Les Origines*, p. 4-5, 28-31 (*Bull. cité*, p. 94-5, 321-4). — L'expression « donation de Guigue Didier » pour l'acte de 1083 est beaucoup moins exacte, et nous y insisterons plus loin : le principal donateur est Didier Mallen avec son fils Guigue.

(2) Après l'éloge et les visions de Gaston, dont le bâton planté en terre devient un grand arbre, Chantelou a cette grave réflexion : « Sed haec in somnis visa paris sunt atque translati S. Anthonii narratio, certitudinis ».

des « frères » se multiplier merveilleusement, et ne tardèrent pas à fonder d'autres hôpitaux en Dauphiné et dans toute la France. Mais à Saint-Antoine même, si Calixte II vient consacrer l'église du prieuré (1119), il ne fait aucune allusion à l'hôpital (1). La plupart des papes du XII^e siècle confirment à Montmajour la possession de l'église de Saint-Antoine; tous semblent ignorer l'hôpital. C'est la preuve manifeste qu'il n'était qu'une maison secondaire, sous la dépendance étroite du prieuré. — Et sur ce point, les Bénédictins et les Antonins se maintiennent en une opposition irréductible, les seconds se contentant, à leur ordinaire, de dénégations gratuites.

4. **Jocelin.** Au IX^e siècle, on a représenté Jocelin dans un vitrail de l'église de Saint-Antoine : il est debout et nimbé ; sa main droite appuie l'écu dressé à ses pieds ; sur son bras gauche repose une église. Son nom, universellement révérend, remplit la première page de l'histoire de Saint-Antoine de Viennois. Quel est-il ?

Jocelin, personnage historique, fut l'un des preux, *ex pugnantibus*, de Charlemagne ; il appartient au commencement du IX^e siècle. Falco et d'autres historiens ont étudié sa généalogie (2). Chantelou expose sans grande peine les multiples impossibilités d'accorder entre eux tous les liens de parenté des personnages mis en scène et de les maintenir aux temps qui leur sont assignés. Le problème est insoluble si l'on veut en justifier tous les éléments (3). Mais il n'y a pas lieu de nous y

(1) Chantelou, qui donne d'après Falco le texte de Calixte II, le fait suivre de ces simples mots : Mais ces lettres ne sont guère conformes au style de la chancellerie pontificale, « sed hae litterae Romani pontificis non sapiunt ».

(2) Gaucelin, comte de Roussillon, était fils de saint Guillaume, duc d'Aquitaine, mort ermite du Gellone en 813. D'après Dom Bouquer, *Recueil des historiens des Gaules*, t. VI, p. 562. — *Histoire du Languedoc*, Ed. Privat, t. II, p. 276.

(3) Dom DION, dans une longue *Note sur le baron Jocelin (Eglise abbatiale..., 1902, append. A, 5 pages)* abordait de nouveau la question, pour aboutir à la même impasse que Chantelou.

Grâce à un esprit critique naturel pénétrant et à ses longues recherches, Dom Dijon avait acquis, dans les questions antoniennes une compétence bien marquée. Le lecteur nous permettra donc de mettre sous ses yeux son appréciation de nos *Origines de Saint-Antoine*, contenue dans une lettre du 1^{er} avril 1908 :

« Mon cher confrère et ami... Inutile de vous répéter mes compliments sur votre travail : c'est creusé, et le creusement est d'autant plus méritoire qu'il est opéré avec succès dans un sol des plus ingrats. Félicitations toutes spéciales cependant pour la solution de « la question Jocelin ». Jadis, mon article « Desroseaux » (dans la *Semaine relig. de Grenoble*) et ma *Note sur Jocelin* avait consciencieusement embrouillé la chose, ou du moins constaté son embrouillement. Comme jadis à Saint-Claude, pour les écheveaux embrouillés, votre patience en sera venue à bout. A mon petit avis, cette découverte doit vous mériter des éloges, sans compter l'intime satisfaction du chercheur qui arrive enfin à trouver. Bon courage !... N'empêche que mon chapitre I^{er} serait à remanier, tant pour la « question Saint-Didier » que pour celle de l'église Notre-Dame, où cependant je ne fais que citer Falco. — Pauvre Saint-Antoine ! vrai nid à erreurs historiques, et auquel on ne peut toucher sans y remuer les bêtes à la pelle, et cela jusque dans son historien par excellence, celui qui avait en mains, ou du moins à sa disposition, tous les documents de l'abbaye, Falco, Falco lui-même, surnommé par quelqu'un qui s'y

attarder : car si Jocelin est bien cet illustre personnage du ix^e siècle, l'on n'a pas jusqu'ici étudié suffisamment et discuté les autres points de sa biographie. L'on a admis, *sans l'ombre d'une preuve*, sur la foi de la légende, que cet officier du grand Empereur était dauphinois : qu'il était seigneur de Châteauneuf-de-l'Albenc et de la Motte-au-Bois. Mais vraiment, que sait-on de l'histoire et des seigneurs de ces quartiers du Viennois au temps de Charlemagne ? Rien, absolument rien. — C'est ici qu'il faut user prudemment de l'argumentation rétrospective. Ce que l'on constatait au xiii^e siècle, à savoir que le seigneur de Saint-Antoine était en même temps seigneur de Châteauneuf, on l'a premièrement dit *sans preuve* de Guigue Didier (1) ; puis, sans transition aucune, on a transporté cette double qualification à trois siècles en arrière, jusqu'à Jocelin. — On affirme de même, — *toujours sans preuve*, mais non peut-être sans l'intention de nuire à sa réputation, — que l'occupation principale de Guigue était de guerroyer contre ses voisins en portant avec lui dans ses expéditions les reliques de saint Antoine, jusqu'à mériter l'animadversion pontificale. Et cette coutume avait été *d'abord* celle de Jocelin, puis, sans interruption, celle des huit ou dix générations de seigneurs qui relient Jocelin à Guigue Didier. Tous firent de même, disait-on ; et cependant il faut attendre jusqu'à Urbain II pour qu'un Pape interdise cette pratique « irrévérencieuse ». Tout cela se lit avec d'amples détails dans toutes les notices et chroniques de Saint-Antoine. Or l'histoire véridique, celle des documents, loin d'appuyer par un seul mot cette légende, fournit *la preuve du contraire* : car ce n'est pas Guigue Didier, mais *son père*, Didier Mallen, qui avait appelé les moines de Montmajour dès l'année 1083, cinq ans avant l'élection d'Urbain II.

Il suffit donc d'un document authentique pour renverser la légende belliqueuse de Guigue Didier, sur laquelle était basée celle de tous ses ancêtres, ou plutôt celle de ses prédécesseurs.

connaît [U. Ch.] « la loi et les prophètes » !... La rectification relative à la chapelle de la Sainte Vierge, qu'aurait précédé l'église de Jocelin, serait encore beaucoup plus lourde à la mémoire de Falco. Le « *ad honorem b. M. V.* » de Calixte II pour prouver que l'église était dédiée à la Sainte Vierge, est quelque chose d'aussi formidablement colossal que le « *anno dominicæ incarnationis* » traduit par Dassy : « *le dimanche de l'Incarnation 25 mars* ». — Très joli encore le document de Gontard, où l'église de Montagne se trouverait miraculeusement transportée par l'archange Falco à la Motte. Oh ! ici, c'est le *nec plus ultra*...

Plus loin : « Vous êtes sévère, mais juste... C'est fort tout de même, et pourtant c'est cela ».

« En somme, c'est la démolition qui continue pour l'histoire antonienne, et cette fois, non plus seulement sur tel ou tel point de détail..., mais sur le fondement même de cette histoire, puisqu'il s'agit de ses origines. J'ajoute que cette œuvre de démolition est salutaire, parce qu'elle est surtout une œuvre de déblaiement : c'est avec cela qu'on sera ensuite obligé de faire l'histoire de Saint-Antoine, si tant est que sur ce terrain on puisse empêcher les historiens routiniers de se traîner toujours dans la même ornière et de perpétuer les erreurs de nos Dassy, Petit et même Lagier... Bien cordialement vôtre. D. H. DIXON ».

(1) C'est seulement à la fin du xii^e s. que le seigneur de Châteauneuf devint seigneur de Saint-Antoine.

Après cette élimination générale, quelle est la situation historique de Jocelin ? Qu'oserons-nous affirmer encore de lui ? Il reste le contemporain de Charlemagne ; mais que nous importe, puisqu'il n'eut rien de commun avec le Dauphiné ? En garderons-nous du moins le nom pour l'appliquer à un homonyme ? C'est de ce côté que nous croyons entrevoir la solution du problème. Si l'on a entassé autour de lui tant de détails historiques ou légendaires, peut-être serait-il à propos de commencer par discuter son nom.

Aucun historien ancien ou moderne, en dehors du sujet qui nous occupe, n'a jamais rencontré ce nom dans une chronique dauphinoise : Jocelin est un nom étranger à la province. Il ne faut pas s'hypnotiser sur ce nom et vouloir le garder quand même, mais se rappeler que rien n'est plus fréquent que les variantes des noms propres et combien une erreur est tenace de sa nature (1). Mais si l'erreur est certaine, son redressement tardif est toujours difficile, à moins d'une preuve tout à fait convaincante.

Au lieu de Jocelin, nous proposons *Geilin* ou *Gillin*, II^e du nom, de la famille des premiers comtes de Valentinois, vivant au milieu du XI^e siècle. Le mercredi 18 mars 1058, notre comte, avec ses fils : l'évêque Odon, Arbert, Rostaing, Hugues, Conon, et son épouse Ava, donnait à Guigue III, abbé de Saint-Chaffre, le lieu de Saint-Barthélemy-(de-Vals) et l'église de Marnas dans le Viennois pour y construire un monastère. En 1039 et 1077, Geilin fit d'autres donations à la même abbaye (2). On peut donner cette genèse de l'erreur qui a persisté pendant huit siècles :

- 1^o Geilin II était fils de Guillaume, fils de Geilon I ;
- 2^o Guillaume, fils de Geilon, est Guillaume de Gellone ;
- 3^o En retour, Guillaume de Gellone avait un fils nommé Jocelin.

Comme Geilon a fait Gellone, Geilin a fait Jocelin.

Gontard, évêque de Valence, était fils de Hugues et petit-fils de Geilin II (3), et c'est lui qui confia aux Bénédictins l'église où reposaient les reliques de saint Antoine. N'aura-t-il pas profité avec empressement, dès 1083, de l'occasion que lui offrait la vacance du siège de Vienne, pour agir hors de son

(1) Dans le Cartulaire, on trouve Jacellinus, Jaucelinus, — ellinus, Jeucelinus, Jeulinus et Lancelinus ; — ailleurs : Gaucelinus, Gotcelinus, Gotcelmus ; Gaucelin, Jacelin ou Gozzelin.

(2) *Cartul. de St-Chaffre*. — Geilin I^{er}, mari de Gothelene et ensuite de Raimote, « marchio » puis « comes », comte de Valence, est connu par diverses chartes de ce Cartulaire des années 937, 938, 940, 956 et 961 ; il mourut un 7 décembre après 962, bienfaiteur de Saint-Maurice de Vienne. Ul. CHEVALIER, *Constit. de l'église de Vienne*, II, p. 159. — « Les Geilin ou Geilon, comtes de Valentinois, furent remplacés par les Poitiers au XI^e siècle. » A. Lacroix, dans *Bull.* 1894, p. 392.

(3) C. PERROSSIER, *Recherches sur les évêques*, même *Bull.* 1886, p. 464.

diocèse et poursuivre l'œuvre sainte qui était l'honneur de sa famille ? — De son côté, Guigue Didier ne paraît pas être étranger à cette noble et pieuse famille, dont trois membres, Arbert, Adon et Aténulphe, s'étaient faits moines de Montmajour en léguant à cette abbaye toutes leurs possessions de Montmirail. « Cette circonstance et cette parenté expliqueraient pourquoi Guigue Didier fut porté à donner la préférence à des religieux de Montmajour pour la direction du prieuré qu'il voulait fonder à la Motte » (1).

Ainsi s'évanouissent les deux siècles et demi de légende, qui, disait-on, séparaient Jocelin de Guigue Didier. Au lieu d'un étranger vivant à une époque reculée et incertaine, on se trouve en présence d'un dauphinois authentique, dont un pèlerinage en Orient cadrerait mieux, à coup sûr, avec les prochains fondateurs du prieuré de Saint-Antoine. — Après Falco, les Antonins ont senti la nécessité de moderniser Jocelin, et depuis le ^{xvii} siècle, ils l'ont placé aux environs de 1070 (2). Mais la vérité est plus ancienne. Les Didier père et fils donnent, en 1083, les églises de Saint-Antoine, Saint-Didier, Notre-Dame de Montagne et Saint-Marcellin : ces noms désignent des localités ; or il est admis universellement, même par Chantelou, que le nom de Saint-Antoine est dû à la présence des reliques. Les reliques reposaient donc déjà dans cette église, et la dernière translation était assez ancienne pour avoir amené le changement du nom de « *Mōta nemorosa* » en celui de « Saint-Antoine ». Cette double constatation faite à l'année 1083 est capitale.

Les documents font défaut pour préciser cette translation, que l'on peut placer aux environs de l'année 1040 (3).

5. Les translations. Si les Antonins ne savent rien de certain de leur histoire primitive, on reste stupéfait des détails qu'ils prodiguent aux diverses translations de saint Antoine. Ici nous étendons le champ de nos critiques, et nous englobons à la fois toutes les copies que l'on peut en rencontrer

(1) D. DION, *Note citée*, à la fin, avec ses références.

(2) « Josselin, seigneur et baron de Chasteauneuf de l'Albe en Dauphiné, l'an 1070, apporta de Constantinople les venerables Reliques du Pere S. Anthoine, et leur fit commencer un temple qui fut parachevé par ses successeurs et consacré par le Pape Calixte second l'an 1119 en ung bourg duquel il estait seigneur appelé la Mothe S. Didier aujourd'hui S. Anthoine de Viennois, en ladite province de Dauphiné ». *Bullaire de 1620*, p. 1. Etc.

Dans les *Origines*, p. 54-59, nous avons amplement démontré, contre tous les Antonins et les historiens modernes, que Saint-Antoine n'a jamais porté le nom de « Motte Saint-Didier », mais celui de « *Mota memorosa* », et que l'église Saint-Didier était distincte de la première.

(3) Comme jalons à des recherches ultérieures, cf. dans *Patr. lat.*, t. CXLII, 638, Raoul GLABER, moine de Cluny, *Chron.*, lib. III, cap. vi, où sont nommés plusieurs seigneurs et évêques français, qui firent le pèlerinage de Jérusalem vers 1035, d'où ils rapportèrent diverses reliques.

dans les Bibliothèques publiques. L'une d'elles a été publiée par les Bollandistes (1); les autres n'en diffèrent que par des variantes (2). Les Bréviaires antoniens, manuscrits ou imprimés, donnent une portion plus ou moins étendue de cette légende unique, avec préférence pour la troisième translation (3). Tous ces textes ont la même origine, le Viennois, ou mieux l'hôpital de Saint-Antoine de Viennois, et la rédaction primitive paraît être du XII^e siècle.

« Le corps de saint Antoine resta caché pendant environ 120 ans dans sa tombe primitive. — Sous le règne de Justinien, il fut découvert par une révélation divine; — transporté à Alexandrie et enseveli dans l'église de Saint-Jean-Baptiste. C'est ce que rapportent la plupart des anciens martyrologes, le Romain, celui de Bède, Usuard, etc. (4), les auteurs ecclésiastiques, saint Isidore, Bède, Fréculphe, etc. Les écrits de quelques historiens plus récents, Galesinius, Ferrari, Maurolicus, nous apprennent, d'après des chroniques de Vienne (5), que ce dépôt sacré fut transféré d'Alexandrie à Constantinople; l'époque ne paraît pas bien connue et on en est réduit aux conjectures, les uns plaçant cet événement sous le règne d'Héraclius, d'autres sous celui de Constantin III Pogonat. — Il fut enfin, raconte la légende, porté de Constantinople en France par des Français et ceux qui les accompagnaient. A quelle époque, comment, à quel endroit et par qui fut opérée cette translation, sont autant de questions mal résolues et qui ont donné lieu à de longues discussions entre les moines de Lézat près de Toulouse et les Antonins de Vienne (6) ».

(1) *Analecta Bollandiana*, 1883, p. 341-54.

(2) *Ibid.*, 1890, p. 488; — 1893, p. 470-71. — *Boll.* au 17 janv., t. II, p. 151-2. — *L'Invent. des titres de l'Abbaye*, art. 37, mentionne les deux premières translations et raconte la troisième, parle de G. Didier, fondateur de l'Aumône, du choix du premier Dom par les Hospitaliers, etc. Compilation peu assurée des événements les plus anciens.

(3) La place nous manque pour la bibliographie de ces Bréviaires.

(4) En réalité, si l'on s'en rapporte à Dom QUENTIN, *Les martyrologues historiques du Moyen âge*, p. 323, c'est le martyrologe de Florus de Lyon, copié par les suivants, qui le porte pour la première fois, en copiant la Chronique de Bède à l'année 517.

(5) « *Commentaria Viennensium...* »

(6) « Le corps du saint [Antoine] fut enfermé, par ordre de Constantin, dans une chasse et déposé avec tous les honneurs dans un monastère, où il fut, pendant longtemps, conservé avec vénération.

« Narration. Deux jeunes religieux de Lézat, voulant se soustraire pendant quelque temps à la rigidité de la règle, quittèrent leur retraite, et parcoururent divers pays, ne voulant se fixer nulle part pendant longtemps. Ils arrivèrent enfin à CP., et furent reçus comme hôtes dans le monastère où se trouvait le corps de saint Antoine... Finalement, ils décidèrent de retourner à leur couvent. Pour tout trésor, ils ne voulurent garder avec eux que des reliques de quelques-uns des saints dont les corps étaient conservés dans le monastère. Dans le nombre, ils choisirent les ossements du saint confesseur Antoine et les déposèrent secrètement dans une corbeille, pour pouvoir les transporter plus facilement et avec plus de respect. Ceci eut lieu, croit-on, à l'inspiration de Dieu, qui voulait faire connaître par toute la terre le nom d'Antoine... — Les deux moines se mirent donc en route... (partageant entre eux la veille des nuits qu'ils passaient en prières... pour honorer dignement le corps de saint Antoine). Ils arrivèrent à Vienne sous la garde de Dieu... Ils frap-

Le récit des moines de Lézat est parallèle à celui des Antonins ; nous n'en dirons rien de plus.

Voici maintenant comment on nous raconte la première translation : après la révélation de l'archange Gabriel à l'empereur grec, après la marche à l'étoile pendant quarante jours dans le désert, à la recherche de la sépulture de saint Antoine, qui fut ouverte par les deux mêmes lions qui avaient creusé jadis celle de saint Paul ermite, etc., le pieux convoi que dirigeait l'évêque Théophile, non sans terreur, rencontra sur sa route tous les animaux féroces de la solitude, passa sans s'y arrêter à Alexandrie et à Jérusalem, et arriva par la mer à Constantinople. Dans une île maudite où ils faillirent aborder à cause de la tempête, ils entendirent des coups de marteau sur les enclumes, et virent cinquante géants hauts de dix pieds qui menaçaient de les brûler avec les tenailles et les fourches de fer et les boules de feu qu'ils tenaient en mains (1).

En lisant cette narration dantesque, on songe à une bulle extrêmement sévère d'Innocent III (13 mai 1211), contre les quêteurs de Saint-Antoine ; le Pape leur reproche en particu-

pèrent, sans doute guidés par l'esprit de Dieu, au palais du frère du roi de Vienne, lequel était né sans pieds ni mains. Ayant demandé l'hospitalité pour l'amour de Dieu, ils furent introduits et pourvus d'un logis convenable. L'un des moines prit du repos, comme à l'ordinaire, tandis que l'autre veillait en priant. Au chant du coq il réveilla son compagnon, et, tout d'un coup, ils entendirent un grand tumulte dans le palais, car le prince qui était né sans pieds ni mains se trouvait pourvu de pieds et de mains aussi parfaits que s'ils eussent été formés dans le sein de sa mère ; et ce prodige était dû à la présence du corps de saint Antoine. Voyant qu'un miracle divin lui avait rendu ses membres, plein de joie, il appela sa famille et lui raconta qu'il avait été guéri par l'intercession du saint, dont les reliques avaient été apportées par les moines qu'il avait reçus la veille au soir dans son palais. Il fit venir le roi son frère et interrogea les moines au sujet des reliques. Ceux-ci craignant qu'on ne voulût les en dépouiller par la violence, hésitaient à révéler à quel saint appartenaient ces reliques. Rassurés enfin par le roi, ils racontèrent qu'ils portaient le corps de saint Antoine... Le roi, rempli de joie de la guérison de son frère et de la présence des reliques du saint, pria les moines de lui donner une parcelle du corps, ainsi qu'ils jugeraient à propos, ayant, disait-il, l'intention de bâtir une église en l'honneur du saint. Les moines, voulant faire droit à la pieuse requête du roi et répandre le culte de saint Antoine, lui donnèrent une petite portion des reliques [un bras, dit Chantelou], et le roi fit bâtir une église qui s'appela Saint-Antoine de Vienne, et où il s'opéra un grand nombre de miracles, surtout en faveur de ceux qui souffraient de la maladie appelée le feu infernal. — « Après toutes ces cérémonies, les moines reprirent enfin leur route et, avec l'aide de Dieu, ils arrivèrent à Lézat, ...où ils comprirent que le saint se plaisait en ce lieu, car, pendant trois nuits et même davantage, trois religieux eurent une vision singulière, chacun d'eux ignorant que l'autre eût une apparition... Et Dieu fit, par le moyen des reliques, un grand nombre de miracles. »

« Ce récit, remarque Chantelou, est tout au moins erroné en ce qu'il prétend que Constantin le Grand fit transporter dans sa ville le corps du saint, ce qui est impossible puisque saint Antoine survécut à Constantin. » Baron du Roure, *Hist. de Montmajour*, p. 203-6.

Le nom de Lézat ne se rencontre nulle part dans les Archives de Saint-Antoine. — Un bras fut, il est vrai, séparé du corps de Saint-Antoine, et dès lors honoré dans la chapelle du Saint-Bras. Mais cet événement eut lieu en 1237.

(1) La narration remplit treize pages in-8° de texte très serré. *Anal. Bolland.*, 1883, p. 341-54.

Il convient de remarquer que les Reliques vont à Constantinople « sans s'arrêter à Alexandrie » : ce qui supprime la première translation et contredit la tradition rappelée plus haut par Chantelou.

lier de s'approprier les aumônes en détournant les fidèles de faire le pèlerinage du Viennois parce que les voleurs qui infestent le pays en rendent tout accès impossible (1). Assurément les fidèles des régions éloignées, en entendant de semblables récits, tremblaient au seul nom de saint Antoine et ne devaient guère ambitionner la faveur de lui rendre visite en son sanctuaire du Dauphiné.

Si les commissaires de Bâle haussèrent les épaules devant les fables des Antonins, quelle eût été leur colère à l'audition de semblables rêveries !

Devant tous ces textes, il faut se rappeler le mot de Chantelou : « La narration est plus inexacte dans les détails que dans le fond même ». Autrement dit, la translation est et reste certaine : cela seul importe à l'histoire (2).

Après avoir éliminé tout ce qui paraît tenir de la légende,

(1) « Locum in quo sanctum Antonium asserunt requiescere inaccessibilem pro latronum insidiis esse dicentes, preripiunt oblaciones... » *Cartul. de Montmajour*, fol. 114^{vo}.

Assurément, s'il eût connu cette bulle d'Innocent III, M. Ch.-V. LANGLOIS, *La vie en France au Moyen âge, d'après les moralistes du temps*, 1925, p. 52, 80-82, n'eût pas manqué de faire de singuliers rapprochements avec tels passages savoureux de la *Bible Guiot* sur les « convers de Saint-Antoine ».

(2) Saint Antoine vivant sur la terre avait un visage doux, calme et accueillant : il plaçait au-dessus de toutes les vertus « la discrétion » et la modération en toutes choses (*Vie des Pères des déserts d'Orient*, t. I^{er}). Ce vieillard centenaire était un bon saint. — Mais depuis qu'il est au ciel, et surtout depuis que ses reliques ont été apportées en France, il paraît s'être métamorphosé. Qu'on lise Falco et toutes les chroniques des Antonins, jusqu'aux *Mémoires d'Eustache Piémont* (p. 432-4) : si saint Antoine guérit les malheureux atteints du feu sacré, il commence par les frapper de ce fléau implacable, dont il a le monopole. Mais tandis que le prophète Elie vengeait les injures faites au Dieu vivant en faisant descendre le feu du ciel sur les coupables, saint Antoine fait surgir le feu de l'enfer, *ignis gehennalis*, sur les contempteurs de son nom et de ses propres images. Il est devenu un saint terrible et redouté... Les médecins modernes expliquent le feu sacré par une cause naturelle, l'*ergotisme* ; pour les Antonins, il était toujours une punition divine opérée par le bras de saint Antoine. — Comme le caractère de saint Antoine, ses icônes ont été défigurées par les Antonins. Saint Antoine, comme vieillard, moine et abbé, devrait être représenté barbu, portant la crosse et le livre (fermé). Au lieu de cela, on le montre appuyé sur un vulgaire et énorme bâton sommé du tau, duquel pend une clochette ; il est accompagné du pourceau et entouré de flammes. Ce n'est pas là le vrai saint Antoine : rien dans sa vie ne justifie la présence de la clochette et des flammes ; et si l'animal doit rappeler les tentations immondes dont il fut assailli, cette caractéristique conviendrait aussi bien à de nombreux saints, par exemple à saint Benoît et à saint François.

Au contraire, au moyen âge, quand apparaissait un quêteur de Saint-Antoine, on voyait le tau non seulement sur ses vêtements, au haut de son bâton, long comme une crosse d'abbé, mais aussi sur la clochette pendue au cou de son cheval et partout où il lui prenait fantaisie de l'arborer. De cette clochette, il faisait un usage quelque peu abusif : le jour de son arrivée, les quêteurs des autres Ordres mendians devaient lui céder la place. Ses pourceaux, portant à l'oreille fendue une clochette minuscule, erraient librement dans les villes. Les aumônes affluaient, consistant surtout en jambons, jambettes et cariers de card pour les pauvres de ses hôpitaux. Enfin, les flammes, qui ne pouvaient manquer de briller dans l'exhortation pathétique du quêteur, excitaient le zèle des tièdes et leur faisaient redouter le feu vengeur du Saint. Ainsi se perpétuait l'idée de terreur qui émane des premiers cités.

C'est là le vrai portrait de l'antonin quêteur ; ce n'est point l'image du bon saint Antoine.

nous croyons à propos de rassurer le lecteur par quelques lignes d'*histoire*, qui serviront de conclusion à cette étude.

Voici comment se présentent les origines de Saint-Antoine :

Dans la première moitié du XI^e siècle, un seigneur dauphinois, GEILIN, II^e du nom, de la famille des premiers comtes de Valence, rapporte d'Orient les reliques du grand saint Antoine. Il les déposa, au diocèse de Vienne, dans la chapelle ou église du lieu appelé la Motte-au-Bois, *Mota nemorosa*, qui prit bientôt le nom du Saint.

En 1083, pour en mieux assurer et accroître le service religieux, le seigneur Didier Mallen et son fils Guigue Didier, — d'accord avec l'autorité ecclésiastique, que représentait alors Gontard, évêque de Valence et, comme tel, vicaire de la métropole de Vienne, vacante par la mort de l'archevêque Warmond, — céda les droits qu'il possédait sur cette église de Saint-Antoine et ses annexes à l'abbaye bénédictine de Montmajour, qui y envoya une colonie de moines. Le nouvel archevêque de Vienne, Guy de Bourgogne, confirma, vers l'année 1090, cet arrangement, et devenu pape sous le nom de Calixte II, il consacra cette église agrandie ou reconstruite (20 mars 1119).

Dès avant cette date, le nom d'Antoine devenait célèbre en Occident, et les miracles du Saint attiraient à son tombeau de nombreux pèlerins et des malades venant implorer leur guérison. Il fallut songer à abriter toutes ces foules : Guigue Didier compléta sa première donation en cédant aux moines un autre terrain voisin de l'église et du prieuré. Là s'éleva bientôt — en quelle année, il est impossible de le dire, mais aux environs de l'année 1100 — un vaste hospice, comprenant deux parties appelées « la maison de l'aumône » pour les pauvres (1) et les passants, et « l'hôpital » pour les malades. Les débuts de cette maison hospitalière furent très modestes ; l'impérieuse nécessité semble avoir fait naître les premiers dévouements, sans que le Ciel intervînt d'une façon plus éclatante. Dans les Ordres religieux, le fondateur est connu, et sa sainteté est presque toujours attestée par des miracles. Chez nos Hospitaliers, rien de semblable : le patron saint Antoine fut toujours le seul thaumaturge. On peut croire, d'après l'antonin Falco, que le premier hospitalier se nommait GASTON ; mais, pour ne pas retomber dans la légende, il faut se garder de rien affirmer de plus ; et l'histoire reste ainsi muette sur lui et ses successeurs pendant trois quarts de siècle, sans que l'on puisse invoquer au moins le témoignage d'un chroniqueur contemporain.

(1) « *Domus pauperum* », maison des pauvres : nom donné fréquemment à la maison de l'aumône aux XII^e et XIII^e s., qui montre bien que l'on y recevait principalement des pauvres et non pas seulement des estioménés.

Et cependant *il est certain* que ces Hospitaliers se multiplièrent rapidement : ce qui prouve que leurs services étaient nécessaires et très appréciés ; beaucoup de leurs commanderies générales datent du ^{xii}^e siècle, et plusieurs même du milieu de ce siècle, sans que d'ailleurs, comme pour le chef d'Ordre, on puisse fixer l'année de leur naissance.

Tous laïques à l'origine, les supérieurs des maisons d'abord, puis, progressivement, les autres « frères », reçurent les ordres et la prêtrise. De là, la nécessité de plusieurs autels pour la célébration des messes ; or, il n'y avait à Saint-Antoine qu'une seule église, qui était prieurale et paroissiale. L'hôpital voulut avoir son église. Le prieuré, fort de son droit indiscutable, fit à cette prétention une opposition irréductible (1) appuyée d'une bulle pontificale d'Alexandre III (1161). Mais enfin, de puissantes interventions obtinrent d'Innocent III la faveur tant désirée, et la construction de l'église Notre-Dame fut autorisée non sans des réserves précises et rigoureuses (29 janvier 1209).

Nous n'ajouterons plus rien. Le lecteur est amplement édifié sur les autres sujets de division entre les deux maisons religieuses qui aboutirent à la trêve de 1297, puis se prolongèrent, par la douloureuse pension, pendant deux autres siècles jusqu'à ce qu'enfin le pape Alexandre VI supprimât pour toujours l'aliment du procès (1495).

Abbé LUC MAILLET-GUY.

(1) Au ^{xv}^e siècle, les Antonins, curés de Saint-Marcellin (Isère), s'opposèrent de même, aussi longtemps qu'ils le purent, à l'établissement des Carmes dans cette ville. On pourrait citer d'autres exemples ; c'était même la règle.

TABLE DES MATIÈRES

Saint-Antoine et Montmajour au concile de Bâle (1434-1438)	p. 3
Description du <i>Cartulaire de Montmajour</i>	3
I. Histoire de la pension	9
1. Avant le concile de Bâle	9
2. Au concile de Bâle ; sentence du concile	19
II. Les documents du <i>Cartulaire</i> sur les origines de Saint-Antoine	45
1. La version des Antonins	46
2. La version des Bénédictins	49
3. Critique des deux versions	51
4. Jocelin	55
5. Les translations des reliques de saint Antoine	58

Du même auteur :

- Les Grands-Maîtres de Saint-Antoine.* Révision chronologique, 1925, 36 p. 5 fr.
- Les Origines de Saint-Antoine* (Isère), xi-xiii^e siècles, 1908, 71 p. Epuisé.
- Aimar Falco*, historien de Saint-Antoine, 1910, 19 p. . . . 1 fr. 50
- Les Grands-Prieurs et les Sous-Prieurs de l'Abbaye de Saint-Antoine*, 2^e éd., 1923, 40 p. 5 fr.
- Aymon*, 1^{er} abbé de Saint-Antoine, 1923, 16 p. 1 fr.
- Ponce*, 2^e Abbé de Saint-Antoine, 1923, 7 p. 1 fr.
- Burnon*, grand-Maitre de Saint-Antoine, et *Burnon*, évêque de Viviers, 1924, 8 p. 1 fr.
- Charles Anisson et la Colonne dite de Henri IV à Rome.* 1912, 24 p., 3 médailles. 5 fr.
- Les Paroisses Antoniennes de l'ancien dioc. de Vienne : Saint-Antoine, Marnans, Roybon, Saint-Marcellin, etc.,* 1910, 175 p. 6 fr.
- La Commanderie de Saint-Antoine de Vienne en Dauphiné,* 1925, 75 p., 4 grav. 6 fr. 50
- Henri Corneil-Agrippa : sa famille ; ses relations avec Saint-Antoine de Viennois*, 1926, 50 p. 6 fr.

Prix nets et franco

chez l'auteur, 14, rue Tramassac, LYON.

Pour paraître en 1928 :

Les Commanderies de l'Ordre de Saint-Antoine en Dauphiné
(Extrait de la *Revue Mabillon*), 176 p.

**PHOTOMOUNT
PAMPHLET BINDER**



Manufactured by
GAYLORD BROS. Inc.
Syracuse, N. Y.
Stockton, Calif.

UNIVERSITY OF CHICAGO



22 181 784

EX
2815
.V68.2

SAINT-ANTOINE et
Fontenay-sur-Seine
de laie (1804-1817)

107-100

Bindery

John H. Brown

PHOTOMOUNT
PAMPHLET BINDER

Manufactured by
GAYLORD BROS. Inc.
Syracuse, N. Y.
Stockton, Calif.

UNIVERSITY OF CHICAGO



22 181 784

BX

2615

.V68M3

MAILLET-GUY

Saint-Antoine et

Montmajour au concil

de Bale (1434-1438)

1679

OCT 1

1952

Bindery

JAN 25

Jeanis Hesser

BX 2615

.V68M3

1679

SWIFT HALL LIB